

La voix de l'opposition de gauche

Le 8 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf \(pages\)](#)

Quelques infos personnelles.

- Je n'ai pas actualisé le portail plus tôt parce que je partage la vie des travailleurs indiens et de leurs familles, et comme ici on travaille 6 jours sur 7, je fais de même, même parfois ou souvent le dimanche qui est consacré à tout ce qu'on n'a pas eu le temps de faire durant la semaine, s'occuper de ses propres affaires ou rendre service à tel ou tel membre de la famille en difficulté. C'est ainsi que ma compagne est souvent absente, donc derrière il faut bien que j'assume, je ne peux pas dire que j'ai quelque chose de plus important ou d'urgent à faire. Et puis, ma contribution politique ne présente pas un caractère indispensable, donc cela peut bien attendre.

- J'ai dû remplacer l'écran de l'ordinateur qui était foutu. Le nouveau est plus grand (Dell), 24" au lieu de 19", mais au lieu d'être carré, il est au format 16/9, il va falloir que je m'y adapte.

- Mon épouse m'a dit que j'avais envoyé 19 courriels à la Caf de Marseille avec laquelle elle a un problème depuis 2013. Ils ont finalement accepté de réduire sa "dette" après qu'ils l'eurent accusée d'avoir fraudé la Sécu. En réalité, ce qui s'est passé, c'est qu'on pensait qu'elle avait le droit de s'absenter du territoire français durant 6 mois par an calendaire, alors qu'eux ils comptaient 12 mois à partir de la date de sa sortie du territoire, par exemple de mars 2018 à mars 2019, donc si elle avait passé 5 mois en Inde entre mars 2018 et juillet 2018 et 2 mois en Inde entre février et mars 2019, elle s'était absentée de France 7 mois au lieu de 6, sauf qu'ils ne lui ont jamais dit et que je l'ignorais. Il lui réclame encore environ 3700 euros et ils lui retiennent chaque mois 85 euros sur son allocation adulte handicapée. Je vous passe les détails, car ils ont également commis une erreur que j'ai repérée et je dois encore leur écrire. Cette pauvre femme hait les agents de la Caf, cela vous étonne? Moi, non.

Toujours est-il que pour me remercier de l'avoir aidée, alors que nous sommes séparés, elle m'a donné 5.000 euros, 400.000 roupies, j'ai refusé cet argent qui lui appartient évidemment. Elle m'a dit qu'elle ne voulait pas que sa famille en profite si elle venait à mourir subitement (elle vit avec deux valves métalliques cardiaques), comme elle insista lourdement après avoir déposé cette somme dans mon sac, je lui ai répondu que je la déposerais à la banque, et que si un jour elle en avait besoin, il serait toujours à sa disposition, correct, non ? J'en ai profité pour aller m'acheter une nouvelle paire de sandales, et là je ne déconne pas ! Sur l'argent que j'ai récupéré de mon ex-avocat véreux, je précise. J'ai horreur des histoires d'argent. Je n'ai pas de bol, car chez les pauvres il en est très souvent question, c'est même un sujet récurrent, que dis-je, quotidien, mais ils n'y sont pour rien, vous comprenez, n'est-ce pas ?

- Même dans le journal local de Pondichéry il y a des photos et des articles sur le mouvement populaire qui s'est développé depuis le 17 novembre, mon épouse me les a montrés.

- Aujourd'hui il y a une grève générale à Pondichéry, et demain au Tamil Nadu, j'ignore ce qu'il en est dans le reste de l'Inde. Pourquoi ? Contre la décision du gouvernement central de Delhi d'interdire les sacs plastiques. Je vois d'ici la gueule enfarinée des petits bourgeois écologistes occidentaux qui vont maudire ces abrutis d'Indiens et leur faire la leçon, qu'ils la gardent pour eux et qu'ils se joignent aux travailleurs qui

participent à ce mouvement populaire en France ! Finissez-en avec le capitalisme pour cesser de nous envoyer vos déchets industriels !

- On n'aborde pas la lutte de classe en France de la même manière qu'en Inde où je vis depuis plus de 22 ans, et il serait aberrant à bien des égards de vouloir l'aborder de la même manière qu'autrefois en France. C'est la réflexion que je me suis faite hier soir en relisant un texte de Lénine. Bien que cette observation soit banale, cette lecture le confirmait en partant du constat que la condition des travailleurs en Inde était plus proche de celle qu'avaient connue autrefois les travailleurs en France, plutôt que celle qu'ils vivent un siècle plus tard.

Car ici, on est plus proche de l'époque de Zola, où la précarité sociale est le lot quotidien des travailleurs, ainsi que tous les rapports détestables qui en sont la conséquence au sein de la société, qui font que la vie est une lutte quotidienne pour survivre sur fond d'angoisse et de souffrance, dont les travailleurs indiens doivent trouver la force de faire abstraction pour se procurer quelques instants de répit et de bonheur artificiel, une nécessité absolue pour tout bonnement pouvoir continuer à vivre, sans laquelle il ne pourrait pas supporter un jour de plus la rude condition qu'on leur impose.

J'avoue que c'est quelque chose que j'ai eu beaucoup du mal à cerner en tant qu'occidental privilégié, dont la mentalité ou le mode de pensée a été formatée à partir d'une matrice totalement différente, et qui par conséquent aura des réactions et des rapports à la société et à l'existence même complètement différents des leurs. C'est tellement frappant qu'on est obligé de s'interroger sur la signification de leur comportement que l'on ne comprend pas au premier abord, qui éveille irrésistiblement chez nous un sentiment d'émerveillement teinté de compassion et de pitié, car de haine envers le régime politique qui est responsable de leur condition, tout en ayant bien conscience qu'on est impuissant face à ce drame, à cette cruelle injustice, sans espoir. Cela explique pourquoi ils s'en remettent à la fatalité en dernier ressort ou ils se réfugient dans le mysticisme, la religion qui a un côté magique, celui de faire abstraction de toutes ces abominations terrestres, et à défaut de rendre l'espoir d'une vie meilleure puisqu'on sait que c'est impossible dans l'immédiat, entretenir cette idée totalement déconnectée de la réalité pour que la sève de la vie continue de couler dans notre tête et notre cœur, un monde meilleur et plus juste, utopique, aux secrets insondables et qui le demeurera pour la plupart, mais qui peut cesser de l'être pour peu qu'on parvienne à en découvrir les origines...

Quelques mots sur la situation politique en France.

1- Désinformation systématique, accusations calomnieuses, provocations policières, répression violente de manifestants pacifiques, assassinats, simulacres de procès, détentions arbitraires, menaces, etc. en quelques semaines c'est l'ensemble de la rhétorique des imposteurs au pouvoir en faveur de la démocratie qui a volé en éclats en dévoilant la véritable nature oppressive du régime.

Ceux qui minoritaires n'avaient plus de doutes sur celle-ci et qui participent à ce mouvement populaire révolutionnaire, se voient conforter dans leurs convictions, ceux qui en avaient encore et qui hésitaient à y participer, disposent désormais d'arguments ou motivations solides pour le rejoindre, et quant à ceux qui se posent encore questions sur les intentions du régime ou de ses représentants, leurs dernières illusions ne tarderont pas à s'envoler. Ainsi une des conditions subjectives déterminantes pour que la crise politique se transforme en crise révolutionnaire est en train de se réaliser, il ne restera plus que la seconde soit réunie pour que la révolution politique passe de l'utopie à la réalité, l'organisation des masses populaires engagées dans le processus révolutionnaire, encore faut-il qu'elles parviennent à se doter d'une direction qui ait conscience de l'ensemble de ce processus dialectique et des objectifs politiques qu'il doit de fixer, sans quoi il leur sera impossible de vaincre leurs ennemis et elles seront défaites, et là ce n'est pas gagné d'avance car elles partent à l'assaut du régime avec un lourd handicap, l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui les guide ou leur montre la voie à suivre.

Nous avons affirmé qu'il fallait tout au long des décennies antérieures (et avant) subordonner tous nos combats à la construction de ce parti. On nous a rétorqué que cet axe politique était erroné, que cet objectif ne correspondait pas à la situation ou que les rapports entre les classes ne s'y prêtaient pas, bref, que c'était impossible et qu'on verrait le moment venu pour s'atteler à cette tâche politique, qu'il ne serait jamais trop

tard, chaque chose en son temps, etc. autant d'arguments fallacieux qui ne servait qu'à justifier ou camoufler l'abandon du combat politique pour atteindre cet objectif.

Un sage dicton populaire dit qu'on ne doit pas reporter à demain ou plus tard ce qu'on peut faire le jour même, car peut-être que demain ou plus tard on n'en aura pas le temps non plus et ainsi de suite, sous peine de crouler un jour sous le poids de tâches innombrables qu'on n'a jamais accomplies et d'en payer les fâcheuses conséquences, on y est hélas !

Nos détracteurs opposèrent la lutte sur les revendications sociales immédiates au combat politique pour construire le parti, ils se comportèrent en vulgaires trade-unionistes. Et on put constater au fil du temps qu'ils en arrivèrent à abandonner les revendications sociales collectives telle par exemple la retraite à 60 ans, âge trop avancé selon moi, 50 ou 55 ans serait préférable accompagné d'une réduction du temps de travail sans diminution de salaire, la gratuité de la scolarité (collège et université), l'accès gratuit à tous au droit à la santé, la gratuité des transports en commun, la fixation du smic entre 1800 et 2000 euros nets, ainsi que l'allocation chômage, le minimum retraite, l'allocation adulte handicapée, l'expropriation sans indemnité des capitalistes du CAC40, pour ne conserver dans certains cas que l'interdiction des licenciements qui ne concernait pas la majorité des travailleurs employés dans des petites ou moyennes entreprises ou la défense des services publics sans remettre en cause la participation des syndicats à leur gestion, autrement dit ce mot d'ordre en direction des salariés ou agents des grandes entreprises et des services publics qui représentent le fond de commerce des syndicats (et des partis ouvriers), où sont concentrés plus de 90 ou 95% des syndiqués, était uniquement destiné à leurs troupes, à leurs propres militants qui en sont issus principalement et ne s'adressaient pas vraiment aux travailleurs, c'était un mot d'ordre purement corporatiste qui n'avait aucune valeur politique, et ce n'est pas un hasard si ces secteurs d'activité qui aujourd'hui coïncident avec le mouvement ouvrier ne se sont pas engagés au côté du mouvement populaire initié depuis le 17 novembre.

Les partis ouvriers ne représentent pas les intérêts de l'ensemble des travailleurs, c'est la conclusion à laquelle on arrive sur la base de ce constat. Et contrairement aux apparences, l'issue politique que certains proposent, ne peut masquer qu'en réalité ils sont déconnectés de l'immense majorité de la classe ouvrière et de leurs besoins sociaux ou de leurs aspirations démocratiques. Et le plus navrant, c'est que lorsque vous critiquez leurs stratégies politiques, ils vous sortent que vous ne pouvez pas la comprendre parce que vous êtes coupés des masses contrairement à eux, argument que vous devez être nombreux à avoir déjà entendu, n'est-ce pas ? A suivre.

2- L'immense masse des travailleurs qui sont entrés progressivement en léthargie vont-ils passer à l'action, quand, comment, à quelle occasion, c'est la question que nous sommes nombreux à nous poser et à laquelle il nous est impossible de répondre.

Quelle que soit leur condition, elle n'est guère enviable tant la société dégénère à grande vitesse depuis des décennies et laisse guère d'espoir de s'améliorer dans le futur, toute rémission apparaissant utopique sans un changement radical d'orientation, et ne parlons pas de la jeunesse qui ne doit se faire aucune illusion sur son destin, tant il est compromis sur l'autel de la dette qui l'a déjà largement hypothéqué, il est pour ainsi dire scellé si elle renonçait à son idéal de justice et de liberté, qui pour se réaliser doit briser le joug qui l'opprime.

Tant que le carcan de l'exploitation et de l'oppression se situent à des niveaux supportables, personne ou peu sont disposés à les secouer pour les faire tomber. On se résigne à cette vie médiocre qu'on n'a pas choisie. On se fait une raison. On se résigne quelque part à la subir en se disant qu'elle pourrait être pire encore, en n'imaginant même plus qu'elle pourrait être meilleure aussi. Cette magnifique et légitime idée nous est totalement sortie de l'esprit sans qu'on sache réellement ni pourquoi ni comment. On préfère ne plus y penser, à quoi bon tourner le couteau dans la plaie et se torturer inutilement puisque c'est sans espoir, tout du moins c'est la conclusion à laquelle nous sommes parvenus ou qu'on nous avait fortement suggérée et qu'on a adoptée sans que nous offrions beaucoup de résistance il faut bien l'admettre, parce qu'elle était relativement confortable, apaisante, réconfortante, disons qu'elle était dans la mesure de nos moyens ou à notre portée. Alors qu'un idéal, imaginez un peu les efforts qu'on devrait produire pour s'en rapprocher sans avoir la garantie de l'atteindre un jour ou d'en profiter. Maintenant quand le carcan de l'exploitation et de l'oppression se resserre, la menace se fait plus pressante, quand partout dans notre entourage il fait des victimes innocentes, brise des vies qui jusque là semblaient harmonieuses, on est davantage disposé à repenser notre condition, à en parler, parfois sans même l'avouer, on en arrive à être

envahi par un affreux doute qui va se transformer progressivement en angoisse persistante à en faire des cauchemars et nous rendre d'humeur taciturne. On va se forcer à affecter un air heureux, mais le coeur n'y est plus, l'enchantement a disparu. Il y a quelque chose qui s'est brisée quelque part chez nous au point de ne plus croire en rien ni en personne, et il va falloir du temps pour sortir de cet état de prostration et de vide qui nous submerge.

Et soudain, en passant à l'action, en décidant de prendre notre sort en mains, ce malheur qui nous accablait se dissipe plus vite encore qu'il était apparu, on revit, on reprend espoir, on gagne en confiance, on prend conscience que pour peu qu'on s'en donne les moyens il existe une issue à la crise du capitalisme et que changer la société est tout à fait réalisable...

Parole d'internaute. Le pouvoir en place : "Tenir par la répression ou partir" !

1- "Si les mouvements protestataires se poursuivent, on pourra penser que la France entre dans une période révolutionnaire : ça commence toujours comme ça dans l'Histoire progressivement. Le pouvoir le sent et a décidé d'accélérer les mesures autoritaires, mais il sent aussi qu'il risque de mettre le doigt dans un engrenage. (...) C'est d'ailleurs presque logique, le pouvoir n'a qu'un seul choix – tenir par la répression ou partir. Les Français sentent bien d'ailleurs qu'au fond cette histoire de "Grand Débat" est une arnaque, puisque le président actuel a dit qu'il ne reviendrait pas sur toutes les réformes qu'il veut faire..."

2- "La vérité se trouve dans les faits et le peuple français à désormais compris que la non-possibilité de vivre dignement découle directement des décisions prises dans l'ombre des conseils d'administration des entreprises internationales apatrides (finances, industrie..) qui + ou – indirectement dictent ce qui se décide dans l'ombre toujours, de chaque conseil des ministres, jusque dans l'ombre du cabinet élyséen pour lequel ils ont eux-mêmes choisi le porte-parole en chef.

Les français n'étant pas des veaux ont fini par comprendre que tout cela n'était qu'une grande pièce de théâtre des plus mauvais goûts, et la conscience comme les idées ne seront jamais arrêtées par des textes de lois et autres mesures sécuritaires et répressives..."

Au passage.

- Lénine évoquait en 1912 " l'énorme majorité des « sans-droit »", c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs...

- L'histoire ne se répète pas (Léon Trotsky - Bilan et Perspectives)

Avis à ceux qui veulent à tout prix reproduire telle quelle telle ou telle révolution...

Défense du marxisme ou quelques enseignements de notre histoire.

LVOG - Changer les consciences pour changer la société et la vie, ou agir pour changer les conditions objectives dans lesquelles se forment les consciences pour changer la société et la vie.

Dans le premier cas cela prendrait des siècles et des siècles ou une durée indéterminée, car il faudrait pratiquement tout reprendre à zéro avec chaque génération et ainsi de suite, de telle sorte qu'on n'en verrait jamais le bout ou cet objectif se perdrait dans la nuit des limbes. Et sachant qu'on ne pourra réellement éradiquer le capitalisme qu'à l'échelle mondiale, s'il fallait attendre que les 3 ou 4 milliards d'adultes soient parvenus à prendre conscience de leur condition pour atteindre cet objectif, autant dire qu'il faudrait attendre éternellement, ce qui ne peut qu'encourager à l'abandonner et nous conduire à se résigner à notre sort !

Dans le second, il suffirait que l'action des hommes parviennent à modifier les rapports sociaux sur lesquels repose la société pour que les consciences réalisent plus de progrès en un jour qu'en vingt ans ou davantage encore, car ils seraient amenés à faire l'expérience de rapports sociaux incarnant un niveau de conscience supérieur (et un mode de production supérieur) et à les comparer avec ceux de l'ancien régime, dit autrement au contact de rapports sociaux incarnant un niveau de conscience supérieur, ils seraient amenés à l'adopter après avoir constaté ses bienfaits...

Bilan et Perspectives - Léon Trotsky 1916

Extraits.

Il serait stupide, à l'heure actuelle, de nier la nécessité pour le prolétariat de se préparer à une telle tâche (conquérir, dans une lutte ouverte, le pouvoir politique. Trotsky - LVOG) . Les vieux blanquistes pouvaient espérer le salut de l'initiative d'organisations conspiratives structurées indépendamment des masses; seuls, au pôle opposé, les anarchistes peuvent escompter une explosion spontanée, élémentaire, des masses, une explosion dont nul ne puisse dire le but. Les social-démocrates, eux, parlent de la conquête du pouvoir en tant qu'action consciente d'une classe révolutionnaire. (...)

Mais bien des idéologues socialistes (idéologues dans le pire sens du terme : celui d'hommes qui mettent toute chose la tête en bas) parlent de préparer le prolétariat pour le socialisme dans le sens de le régénérer moralement. Le prolétariat, et même "l'humanité" en général devraient tout d'abord se dépouiller de leur vieille nature égoïste, l'altruisme devrait dominer la vie sociale, etc. Comme nous sommes encore très loin d'un tel état de choses, et que la "nature humaine" change très lentement, voilà le socialisme différé de plusieurs siècles. Un tel point de vue semble probablement très réaliste et évolutionniste, etc., mais il n'est, en réalité, que le fruit de plates considérations moralisantes. On admet qu'une psychologie socialiste doit se développer avant l'avènement du socialisme; en d'autres termes, qu'il est possible, pour les masses, d'acquérir une psychologie socialiste sur la base des rapports capitalistes. Il ne faut pas ici confondre l'effort conscient vers le socialisme avec une psychologie socialiste. Cette dernière suppose l'absence de motivations égoïstes dans la vie économique; cependant que, si le prolétariat aspire au socialisme et lutte pour le socialisme, cela résulte de sa psychologie de classe. Quel que soit le nombre de points communs qu'il puisse y avoir entre la psychologie de classe du prolétariat et la psychologie socialiste sans classe, un gouffre profond ne les en sépare pas moins. (...)

Si le socialisme voulait créer une nouvelle nature humaine dans les limites de l'ancienne société, il ne serait rien d'autre qu'une nouvelle édition des vieilles utopies moralisantes. Le socialisme n'a pas pour but de créer une psychologie socialiste comme prémisses du socialisme, mais de créer des conditions de vie socialiste comme prémisses d'une psychologie socialiste.

LVOG - Voilà le compte réglé à ceux qui veulent s'attaquer aux préjugés archaïques de larges couches des masses, qui voudraient changer leur mentalité dans le cadre du régime capitaliste, et qui en fait emboîtent le pas à ses représentants qui se servent de ces préjugés pour mener leur guerre psychologique contre les masses afin de les diviser pour affaiblir leur résistance à leur politique antisociale.

Oui, ce seront des travailleurs bourrés d'illusions et de préjugés qui feront la révolution, ils s'en débarrasseront au cours du processus révolutionnaire pour certains ou plus tard pour d'autres, beaucoup plus tard pour d'autres encore.

La dialectique de la révolution russe de 1905

- 1905 - L. Trotsky.

Extraits.

- “ Souverain, nous, les ouvriers, nos enfants, nos femmes et nos vieillards débiles, nos parents, nous sommes venus vers toi, souverain, pour demander justice et protection. Nous sommes réduits à la misère, on nous opprime, on nous accable de travail au -dessus de nos forces, on nous injurie, on ne veut point reconnaître en nous des hommes, on nous traite comme des esclaves qui doivent endurer leur sort et se taire. Nous avons patienté, mais on nous précipite de plus en plus dans l'abîme de l'indigence, de l'asservissement et de l'ignorance.

Le despotisme et l'arbitraire nous écrasent, nous étouffons. Les forces nous manquent, souverain ! La limite de la patience est atteinte ; pour nous, voici venu le terrible moment où la, mort vaut mieux que le prolongement d'insupportables tourments. ”

Tels sont les accents solennels dans lesquels la menace des prolétaires gronde à travers la supplique des sujets ; tel est le début de la fameuse pétition des ouvriers de Pétersbourg. Elle dépeignait toutes les persécutions et toutes les injures que le peuple subissait. Elle énumérait tout : depuis les courants d'air qui

traversaient les fabriques jusqu'à la servitude politique du pays. Elle demandait l'amnistie, les libertés publiques, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la journée de huit heures, le salaire normal et l'abandon progressif de la terre au peuple. Mais, avant tout, elle exigeait la convocation d'une assemblée constituante, élue par le suffrage universel non censitaire.

“ Voilà, souverain, disait enfin la pétition, les principaux besoins que nous te soumettons. Ordonne et jure de les satisfaire, et tu rendras la Russie puissante et glorieuse, tu imprimeras ton nom dans nos coeurs, dans les coeurs de nos enfants et petits -enfants, à tout jamais. Si tu refuses d'entendre notre supplication, nous mourrons ici, sur cette place, devant ton palais. Il n'y a point d'autre issue pour nous, nous n'avons aucun motif d'aller ailleurs. Devant nous, il ne reste que deux voies : celle qui mène à la liberté et au bonheur, celle qui mène à la tombe. Indique-nous, souverain, celle que nous devons choisir, nous la suivrons sans répliquer, quand bien même ce serait le chemin du trépas. Que notre vie soit sacrifiée pour la Russie épuisée par les tourments. Nous ne regretterons point ce sacrifice, nous l'offrirons volontiers. ”

Et ils l'offrirent en effet.

La pétition des ouvriers opposait à la phraséologie confuse des résolutions libérales les termes précis de la démocratie politique ; de plus, elle y introduisait l'esprit de classe en exigeant le droit de grève et la journée de huit heures. Sa signification politique n'est cependant pas dans le texte, mais dans le fait. La pétition servait de prologue à une action qui unirait les masses ouvrières en face du fantôme d'une monarchie idéalisée, et cela pour dresser immédiatement l'un contre l'autre le prolétariat et la monarchie réelle, comme deux mortels ennemis.

A la tête du mouvement se trouve la “ Société des ouvriers des fabriques et usines ”, organisation d'origine policière. Les radicaux, que leur politique de banquets a acculés dans une impasse, brûlent d'impatience. Ils sont mécontents du caractère purement économique de la grève et poussent en avant le meneur du mouvement, Gapone. Celui-ci s'engage dans la voie de la politique et trouve, dans les masses ouvrières, un tel débordement de mécontentement, d'irritation et d'énergie révolutionnaire que les plans de ses inspirateurs libéraux s'y perdent et s'y noient. La social-démocratie passe au premier plan. Elle est accueillie par des manifestations hostiles, mais bientôt elle s'adapte à son auditoire et le subjugue. Ses mots d'ordre deviennent ceux de la masse et sont fixés dans la pétition.

- Le véritable acteur, c'était le prolétariat. Il commence par une grève, s'unifie, formule des exigences politiques, descend dans la rue, attire à lui toutes les sympathies, tout l'enthousiasme de la population, se heurte à la force armée et ouvre la révolution russe.

- ...le soviétique de Pétersbourg fut un exemple et un modèle pour Moscou, Odessa et plusieurs autres villes. Mais il faut dire surtout que cette organisation, qui était vraiment l'émanation de la classe des prolétaires, fut l'organisation type de la révolution. Tous les événements pivotèrent autour du soviétique, tous les fils se rattachèrent à lui, tous les appels vinrent de lui.

- Qu'était-ce donc que le soviétique ?

Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin pratique, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison ; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique ; l'essentiel enfin, c'était de pouvoir la faire surgir dans les vingt-quatre heures. Le parti social-démocrate qui unissait étroitement, dans ses retraites clandestines, plusieurs centaines, et, par la circulation des idées, plusieurs milliers d'ouvriers à Pétersbourg, était en mesure de donner aux masses un mot d'ordre qui éclairerait leur expérience naturelle à la lumière fulgurante de la pensée politique ; mais ce parti n'aurait pas été capable d'unifier par un lien vivant, dans une seule organisation, les milliers et les milliers d'hommes dont se composait la masse : en effet, il avait toujours accompli l'essentiel de son travail dans des laboratoires secrets, dans les antres de la conspiration que les masses ignoraient. Le parti des socialistes-révolutionnaires souffrait des mêmes maladies de la vie souterraine, aggravées encore par son impuissance et son instabilité.

Les difficultés qui existaient entre les deux fractions également fortes de la social-démocratie d'une part, et leur lutte avec les socialistes-révolutionnaires de l'autre, rendaient absolument indispensable la création

d'une organisation impartiale. Pour avoir de l'autorité sur les masses, le lendemain même de sa formation, elle devait être instituée sur la base d'une très large représentation. Quel principe devait-on adopter ? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existât entre les masses prolétaires, dépourvues d'organisation, était le processus de la production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentations aux entreprises et aux usines.

LVOG - Il fallait y ajouter les masses non prolétariennes ou semi-prolétariennes, ce qu'on appelle de nos jours les couches inférieures des classes moyennes amenées à se paupériser ou disparaître sous le néolibéralisme.

A ceux qui s'offusquent parce que le mouvement des gilets jaunes ne correspondrait aux stéréotypes d'organisations du mouvement ouvrier, imaginez un peu le hurlement qu'ils pousseraient si c'était une "organisation d'origine policière" qui en était à la tête !

Pire, bien pire encore, c'est que la réaction le sait, elle sait à quel point l'extrême gauche est décomposée, dogmatique et gauchiste à ses heures, et elle en profite pour agiter le spectre de l'extrême droite qui serait à la tête du mouvement initié par les gilets jaunes de telle qu'il apparaisse infréquentable ou de maintenir le mouvement ouvrière à l'écart au lieu de s'y associer, elle leur donne des arguments pour justifier leur gauchisme. Il faut préciser que cela ne concerne pas tous les dirigeants ou tous les partis de l'extrême gauche, ils se reconnaîtront.

Au lieu de rejoindre ou de participer à ce mouvement populaire et de mener un combat loyal pour en prendre la direction et l'orienter dans la bonne direction, ils le dénigrent ou le méprisent, ils font le jeu de la réaction, bref, ils manquent à tous leurs devoirs.

La dialectique de la révolution russe de 1917.

- Une leçon dure, mais nécessaire - Lénine 25 février 1918

Extrait. Le 27 février 1917, le prolétariat russe a renversé la monarchie en agissant en commun avec une partie de la paysannerie, réveillée par le cours des événements militaires, et avec la bourgeoisie. Le 21 avril 1917, il a renversé le pouvoir absolu de la bourgeoisie impérialiste et fait passer le pouvoir entre les mains des partisans petits-bourgeois de la conciliation avec la bourgeoisie. Le 3 juillet, le prolétariat urbain, soulevé en une manifestation spontanée, a porté un coup au gouvernement conciliateur. Le 25 octobre, il l'a jeté bas et a instauré la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

LVOG - On appelle aussi ce processus dialectique, la révolution permanente, qui se développe naturellement jusqu'à son objectif final, la prise du pouvoir par les masses exploitées et opprimées sous la direction de la classe ouvrière ou l'accomplissement de ses tâches historiques. La théorie de la révolution permanente s'oppose à celle de la révolution par étape, dans la mesure où seule l'objectif final exprime consciemment ou concentre l'ensemble du processus dialectique, il consacre son achèvement.

L'évolution des rapports des classes et couches de ces classes qui participent au processus révolutionnaire en déterminent les différentes étapes et les objectifs politiques, dès lors seule la classe indépendante peut incarner consciemment son degré le plus élevé et doit en prendre la direction, fixer son objectif final, la classe ouvrière et les partis ou courants politiques qui luttent à ces côtés...

A la conquête de la majorité des masses exploitées et opprimées.

- Une des questions fondamentales de la révolution - Lénine 14 septembre 1917

Extrait. Pendant une révolution populaire, c'est-à-dire une révolution qui a appelé à la vie les masses, la majorité des ouvriers et des paysans, seul un pouvoir s'appuyant ouvertement et sans réserve sur la majorité de la population peut être stable.

LVOG - De nos jours, ce sont les ouvriers et les employés, les masses semi-prolétariennes des villes et des campagnes, les couches inférieures de la petite bourgeoisie qui en partagent en partie les conditions ou dont le sort dépend de la classe ouvrière qui constituent la majorité de la population.

La conquête de la majorité de la population par le prolétariat ne peut pas passer par le bulletin de vote ou la dialectique de la conquête du pouvoir par les masses exploitées et opprimées.

Le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. (Lénine)

- Les élections à l'assemblée constituante et la dictature du prolétariat - V. Lénine, 1919.

Extraits. Cette dialectique, les représentants de la 2e Internationale n'ont jamais pu la comprendre : le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. Mais limiter ou conditionner cette conquête à l'acquisition électorale, sous la domination bourgeoise, témoigne ou d'une inguérissable indigence intellectuelle ou tout bonnement, du désir de tromper les travailleurs. Pour mettre de son côté la majorité de la population le prolétariat doit, tout d'abord, renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir gouvernemental, introduire ensuite le système des Soviets, après avoir brisé l'ancien appareil de l'État, — ce qui anéantit instantanément la domination, l'autorité de la bourgeoisie et des petits-bourgeois conciliateurs sur les masses laborieuses non-prolétariennes. Il doit enfin, en troisième lieu, achever de détruire l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la majorité des masses laborieuses non prolétariennes en réalisant révolutionnairement leurs desiderata économiques, aux dépens des exploiters.

La possibilité de ces faits est naturellement conditionnée par un certain degré d'évolution capitaliste. Sans cette condition fondamentale il ne peut y avoir ni formation du prolétariat en une classe distincte, ni succès de sa longue préparation, de son éducation, de son aguerrissement par des années de grèves, de manifestations, de lutte contre les opportunistes chassés et déshonorés. Sans cette condition fondamentale on ne peut concevoir le rôle économique et politique des centres, dont la conquête équivaut pour le prolétariat à celle de tout le pouvoir politique, ou plus exactement de son noeud vital, de son nerf essentiel. Sans cette condition fondamentale, cette proximité, cette parenté de situation du prolétariat et des classes laborieuses non prolétariennes qui est indispensable à l'influence du prolétariat sur ces masses, un succès de son action à leur égard ne peut exister. (...)

Seules les illusions des petits bourgeois démocrates, des « socialistes » et des « social-démocrates » de même que de leurs leaders actuels les plus marquants, peuvent faire croire qu'en régime capitaliste les masses laborieuses peuvent atteindre un degré de conscience assez élevé, une fermeté de caractère, une perspicacité, une largeur de vues politiques suffisante pour avoir la possibilité de décider à l'avance par le seul vote, ou, d'une façon générale, pour décider de quelque manière que ce soit, sans une longue expérience de lutte, de suivre telle classe, tel parti défini. (...) (La révolution "par les urnes" ou "citoyens" est un leurre, une supercherie politique, ce que nous n'avons cessé d'affirmer, et toujours combattu.

Bien entendu pour qu'un processus révolutionnaire ait une chance de se développer et d'aboutir il faut au départ que les masses laborieuses aient atteint un minimum de conscience politique, qui ensuite se nourrit de leur propre expérience et pourra s'élever à un niveau supérieur. Si maintenant leur niveau de conscience était trop faible au début de ce processus, il ne pourrait pas en prendre conscience par la suite et le processus révolutionnaire serait amené à avorter ou à d'interrompre rapidement, à échouer avant même d'avoir pu se développer au niveau national.

D'où le combat politique acharné qu'on a mené sur tous les plans pour déblayer le terrain aux masses, saper les bases régimes avant que ce processus commence, de manière à ce que leur niveau de conscience soit suffisamment élevé pour qu'il puisse se développer dès le début de l'offensive contre le régime, sans autre prétention, de telle sorte que lorsque sonnerait l'heure de l'affrontement direct avec le régime les masses y soient préparées ou abordent cette étape de la lutte de classes dans les meilleures conditions possibles, stratégie qui n'a pratiquement trouvé aucun relais ou écho au sein du mouvement ouvrier il faut bien l'avouer.

Ce travail a davantage été réalisé par des membres des classes moyennes ou extérieurs à la classe ouvrière, et qui pour cette raison était incapable de l'armer théoriquement ou de définir les objectifs politiques qu'un mouvement révolutionnaire devrait adopter.

De mon côté, j'ai sous-estimé les conditions de la classe ouvrière et des couches inférieures des classes moyennes rurales. Je n'ai pas perçu que leur situation était devenue quasi désespérée et les amènerait à se soulever, pour avoir concentré exclusivement mon attention sur le reste de la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. Ne vivant plus en France depuis plus de 22 ans et en étant isolé, je suis passé à côté

de ce facteur. Et il semble que j'aie pas été le seul dans ce cas-là, apparemment il a surpris tous les partis ouvriers qui pourtant sont plus ou moins implantés dans tout le pays, un comble, à croire qu'ils étaient tous sourds et aveugles ! Il était d'autant plus difficile à cerner que le prolétariat rural est atomisé, peu ou pas organisé. On y reviendra plus tard. - LVOG)

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne condamnait d'une part les masses à un état d'abrutissement, d'intimidation, d'éparpillement (voyez la campagne !), d'ignorance, — et si d'autre part, il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes. (Fonction des médias, de leurs instituts de sondages, leurs réseaux (a)sociaux de nos jours. - LVOG)

C'est pourquoi le prolétariat seul peut conduire les travailleurs du capitalisme au communisme. Que les masses laborieuses petites-bourgeoises ou à demi petites-bourgeoises puissent résoudre à l'avance le plus grave des problèmes historiques : « être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie » - il n'y faut pas penser. Les hésitations des masses laborieuses non prolétariennes sont inévitables ; il est inévitable aussi qu'elles aient besoin de leur propre expérience pratique afin de comparer le gouvernement de la bourgeoisie et celui du prolétariat.

Les adorateurs de la « démocratie conséquente » qui s'imaginent que les questions politiques les plus importantes peuvent être tranchées par des votes perdent constamment cette circonstance de vue. En fait, ces questions, si la lutte les rend très aiguës et tarés âpres, sont tranchées par la guerre civile et dans cette guerre civile, l'expérience des masses laborieuses non prolétariennes (celle des paysans en premier lieu) joue un rôle énorme : elles ont à comparer le pouvoir du prolétariat et celui de la bourgeoisie.

LVOG - Ce texte qui date de 1919, donc deux ans après le renversement de l'ancien régime en Russie, contient des enseignements qui s'appliquent avant la révolution

Actuellement en France, les masses laborieuses non prolétariennes ne peuvent pas encore "comparer le pouvoir du prolétariat et celui de la bourgeoisie", en revanche elle peuvent comparer l'attitude des représentants de la réaction avec celui du mouvement ouvrier qui dans l'ensemble est similaire et épouvantable, puisque les syndicats refusent de s'associer au mouvement populaire insurrectionnel qui a démarré le 17 novembre 2018. A ma connaissance, il n'existe pas de convergence entre ce mouvement et les sections syndicales d'entreprises (privé) ou d'administrations (public) qui n'y sont pas représentées. C'est aux militants syndicaux de prendre cette initiative puisque leurs dirigeants y sont hostiles. Ils doivent y associer les travailleurs de leurs entreprises en constituant des comités ou des sections de ce mouvement...

La fuite en avant est entamée.

- Avec les choix de Macron, on entre dans l'aventure par Michel Pinault - 5 janvier. 2019

Michel Pinault - Historien, membre du Groupe d'histoire sociale (GHS), recherches sur l'histoire des sciences et des milieux scientifiques.

Après le président Macron qui qualifiait les gilets jaunes, dans ses « vœux » du 31 décembre, de « foule haineuse », mais après Castaner qui avait parlé de « factieux », voici Griveaux qui voit, dans ceux qui poursuivent le mouvement, des « agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement ». Au-delà des mensonges, le ton est à l'aggravation de la répression avec l'intention d'en finir avec le mouvement, dans la suite logique des propos de Macron qui avait appelé au « rétablissement de l'ordre républicain qui sera assuré sans complaisance ». Après le mépris puis les miettes distribuées sans répondre aux principales demandes et doléances, voici venir la reprise en main.

Au lieu de miser sur une baisse de la tension, sur un dialogue sincère et sans conditions préalables, sur la réponse à ceux qui ne voient pas une prise en compte des demandes des gilets jaunes dans les concessions faites jusque-là, arque bouté sur son projet de réforme libérale à la hussarde de la société française, le gouvernement choisit la confrontation.

Le pouvoir qui avait déjà exercé la pire des violences policières et provoqué ainsi de multiples blessures, parfois invalidantes, chez les manifestants et qui avait appelé les juges à prononcer « les peines les plus

sévères » contre ceux qui avaient été capturés, très souvent sans motif valable, veut une solution policière et autoritaire à la crise de crédibilité et d'autorité qui l'atteint. Voilà qu'on pressent un retour possible à une situation que la France n'avait même pas vécue lors de la crise de mai-juin 68 et qu'elle n'avait plus connue depuis la répression des manifestations contre la guerre d'Algérie voire depuis la répression des grandes grèves ouvrières de 1947.

L'homme qu'on avait vu au départ comme un courtisan vaniteux, arriviste et sans scrupules, comme un bonimenteur fatigué, un dissimulateur maladroit, un attrape-tout menteur et cynique, et finalement comme un aventurier à la vocation autoritaire non dissimulée auquel les « élites » avaient décidé de livrer le pays (voir à ce sujet notre post de blog d'avril 2017 intitulé « Une aventure », sur ce site), révèle, après un peu moins de deux ans de ce mandat présidentiel obtenu à l'esbroufe, sa tentation de se mouler dans ce que la droite - qu'on appelait « le parti de l'Ordre » - a produit de plus insupportable au cours des deux siècles qui ont suivi la Révolution ; on pense à l'exemple de Louis Napoléon Bonaparte, ce premier président de la République élu au suffrage universel devenu l'homme du coup d'État sanglant du 2 décembre 1851 que Victor Hugo traitait de « Napoléon-le-petit » et qu'il dénonça sans relâche depuis l'exil, en particulier dans *Les Châtiments***, et à l'exemple d'Adolphe Thiers, l'homme qui fut le massacreur de la Commune de Paris de 1871 (25 000 assassinés, sans doute) et que Karl Marx qualifiait de « nabot monstrueux (qui) a tenu sous le charme la bourgeoisie française pendant plus d'un demi-siècle parce qu'il est l'expression intellectuelle la plus achevée de sa propre corruption de classe ».

Le choix de la surdité, de la manipulation mensongère, de la menace et de la violence répressive, la promesse d'un « retour à l'ordre », via les bras de la police et de la justice, face aux demandes et doléances exprimées pacifiquement par les gilets jaunes et où se mêlent des aspirations à plus de liberté, d'égalité et de fraternité - considération et respect, justice fiscale et sociale, expression citoyenne et réformes démocratiques, moins d'égoïsme et plus d'« en commun » -, ce choix est lourd de menaces pour la paix et le lien civiques. Il ne peut être analysé que comme un choix de caste, hautain et aveugle, de maintenir à tout prix ses privilèges et ses prérogatives.

Le gouvernement met en scène sa proposition de soi-disant « grand débat national » pour se présenter comme ouvert au dialogue mais dans le même temps il ne dissimule pas qu'il s'agira d'un dialogue sourd - comme l'avaient déjà été les « concertations » autour de la loi Travail ou de la loi SNCF - et il affirme que « le cap sera maintenu », que les « réformes » (libérales) prévues seront menées à leur terme et que les principales demandes des gilets jaunes seront donc rejetées. Il s'agit donc d'un simple habillage. Aucune solution institutionnelle démocratique n'est envisagée à ce stade : le pouvoir est décidé à s'appuyer sur sa « majorité » fictive parmi les députés pour passer en force au Parlement. Ne peut s'ensuivre qu'une nouvelle fracture entre « le pays légal et le pays réel ». La fuite en avant est entamée.

Dans cette situation, tous les démocrates ne peuvent qu'être très inquiets. Ils doivent se rassembler pour arrêter les apprentis-sorciers qui détiennent le pouvoir, les appeler à la retenue et à l'ouverture, appeler à une issue politique respectueuse de l'esprit républicain. Et appeler à une réponse qui soit à la hauteur de toutes les doléances qui montent du pays.

LVOG - Même la chute de Macron et de son gouvernement ne suffirait plus maintenant, elle ne ferait que pousser les masses à profiter de cette victoire pour exiger davantage, le jugement des responsables d'hier et d'aujourd'hui de la situation actuelle, de la répression, la fin du régime, des institutions de la Ve République, ce qui déclencherait une guerre civile, puisque la classe dominante s'accrocherait au pouvoir les armes à la main, dont personne à cet instant ne peut prédire l'issue.

Tout dépendrait de la capacité de la classe ouvrière et des classes moyennes engagées dans ce processus révolutionnaire à s'organiser et à s'adresser à l'ensemble des travailleurs du pays pour que la majorité les rejoignent dans leur combat politique, le ralliement du mouvement ouvrier étant acquis et ses dirigeants traîtres chassés, il ne resterait plus qu'à neutraliser l'appareil policier et militaire de l'Etat ou à l'affronter, ce qui nécessiterait au préalable que la révolution se dote

[Tribune libre de la lutte des classes.](#)

Editorial de la Tribune des Travailleurs (POID) - Contre la marche au chaos, l'issue démocratique par Daniel Gluckstein - 3 janvier 2019

Un président de la République pris en flagrant délit de mensonges ; un sommet de l'État où on ne sait qui... distribue des passeports diplomatiques pour servir on ne sait quels intérêts privés ; une commission d'enquête parlementaire que sa présidente refuse de réunir pour couvrir les uns et les autres ; qui osera appeler cela une démocratie ?

La Ve République se meurt comme elle est née : un régime de coups tordus, de services secrets, d'officines parallèles, dont le président concentre tous les pouvoirs et bénéficie de toutes les impunités.

Jamais président n'avait été à ce point méprisé et rejeté par l'immense majorité.

Ce régime agonise... et pourtant il survit. Il est vrai que personne dans l'opposition politique n'appelle à le chasser ; et que du côté des organisations syndicales on continue à s'asseoir à la table de la concertation qui prépare les contre-réformes.

Personne, surtout, n'ose avancer l'exigence qu'appelle toute la situation : rompre avec la politique menée depuis des décennies contre les travailleurs et les jeunes.

La situation de chaos et de crise dans laquelle Macron entraîne le pays exige en effet des mesures radicales qui ne sauraient se limiter à un changement de Premier ministre ou à une réformette constitutionnelle (une dose de référendum, une autre de proportionnelle...). La démocratie exige la rupture avec la dictature de la classe capitaliste.

Car c'est de cela qu'il s'agit. Les mesures gouvernementales du 1er janvier visent à écraser encore plus chômeurs, salariés et retraités au motif des économies nécessaires. Et pourtant, de l'argent, le gouvernement en a pour transférer chaque année 40 milliards d'euros de fonds publics à l'armée, 41 milliards aux grandes banques (intérêts de la dette) et 40 milliards aux patrons (CICE). Quant aux entreprises du CAC 40, elles versent en un an 66 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Total : 187 milliards pour les militaires, les capitalistes, banquiers et actionnaires ! À quoi s'ajoutent les centaines de milliards de profits des entreprises hors CAC 40 et des multinationales étrangères en France, les exonérations de cotisations sociales et l'évasion fiscale...

La seule vocation de la Ve République et de l'Union européenne, c'est de permettre à une poignée de profiteurs d'extorquer toujours plus de profits en spoliant l'immense majorité des travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités, mères de famille, petits paysans, petits artisans.

La solution démocratique exige d'inverser l'ordre des choses : prendre à la minorité de capitalistes et d'accapareurs pour satisfaire les besoins de l'immense majorité.

Et, pour cela, balayer la Ve République et l'Union européenne, convoquer l'Assemblée constituante souveraine qui établira une authentique démocratie, forme politique inséparable de son contenu social : le gouvernement de la majorité, gouvernement ouvrier. Cette voie, la classe ouvrière a la capacité de l'ouvrir en réalisant son unité dans la grève générale avec ses organisations.

Telle est l'issue démocratique à laquelle travaillent les adhérents du POID préparant leur IIIe Congrès.

LVOG - Gluckstein est très fort, il a réussi à faire disparaître le mouvement populaire insurrectionnel du 17 novembre 2018 ! Il le méprise, et les travailleurs engagés dans ce combat lui rendent bien, dommage.

Si on devait attendre la grève générale pour ouvrir la voie qui permettrait d'atteindre ces objectifs politiques, compte tenu de l'atomisation de la classe ouvrière, de son extrême hétérogénéité par rapport au passé, le fait que les syndicats organisent moins de 5% des travailleurs du secteur privé, la moitié si on retire les syndicats jaunes et des cadres, le fait que le mouvement ouvrier est devenu dans une large proportion corporatiste ou que son orientation est corporatiste, qu'il n'organise plus plus que les couches privilégiées de la classe ouvrière, les plus corrompues par le capitalisme ou qui ont le moins intérêt à combattre pour un changement de régime, que le mouvement ouvrier demeure contrôlé par des agents du régime ou acquis au capitalisme, bref, on pourrait attendre longtemps, et si c'était ses organisations qui devraient prendre l'initiative, organiser ou contrôler la grève générale, l'éternité ou elle se terminerait comme chaque fois par une trahison ou l'enterrement de la révolution politique.

On aurait pu partager cet éditorial, à une réserve près que l'on formulera sous la forme d'une question : Cela veut dire quoi "convoquer l'Assemblée constituante souveraine", qui, quoi, comment ? Mystère, comme d'habitude.

Pourquoi ne pas faire référence à l'Appel de l'Assemblée populaire de Commercy qui montre la voie à suivre pour parvenir à la convocation d'une Assemblée constituante souveraine ?

Pourquoi se détourner ou ne pas s'inspirer des enseignements de la lutte de classe du passé, notamment ceux des révolutions russes de 1905 et 1917 ?

Quelle forme spécifique avaient-elles prise ? En 1905 spontanément les masses ont adopté les instruments qui étaient à leur disposition, puis elles se sont constituées en assemblées populaires, elles ont constitué dans la langue russe des soviets (conseil ou comité) sans attendre l'appel d'aucun parti ouvrier, le mouvement ouvrier russe, partis et syndicats s'y intégrera pratiquement immédiatement, les bolcheviks n'ayant pris aucune part à la fondation de ces soviets, y compris Lénine en 1905, en exil à Londres je crois, qui avait manifesté sa méfiance envers cette forme d'auto-organisation des masses avant de l'adopter et d'en devenir le plus fervent partisan.

Sur le terrain ou en contact quotidien avec les masses, les militants du POSDR adopteront cette forme d'organisation politique, s'y intégreront, ils conquièrent la confiance des masses et y devinrent majoritaires, ils définirent son orientation politique qui fut démocratiquement approuvée par les masses, pour finir, en 1905 et 1917 ils menèrent la révolution prolétarienne aussi loin qu'elle pouvait aller sans jamais la trahir, et après le coup d'essai de 1905, en 1917 ils remportèrent la victoire finale.

Pour revenir à l'insurrection populaire actuelle en France, force est de constater que l'immense majorité des travailleurs n'y pas ou pas encore. Pourquoi ? Apparemment cette question n'intéresse personne. Pourquoi ? Il est dit que la majorité des travailleurs la soutient passivement. Leur condition ne se sont pas suffisamment dégradée pour qu'elle franchisse le pas. On ne peut évidemment pas se contenter de cette explication, car dans ce cas-là, là aussi on risquerait d'attendre fort longtemps.

Si elle conserve encore le moral ou un brin d'optimisme dans le futur sous ce régime, il faut leur pourrir, leur casser, leur montrer à quel point il est illusoire d'espérer que la société s'améliorera sans un changement de régime, ce qui est juste mais qu'elle ignore, d'où la stratégie que j'ai développée dans sa direction qui repose sur la situation nauséabonde, l'atmosphère délétère qui règne désormais en France et qui empeste un peu plus chaque jour tous les rapports, phénomène à laquelle elle ne peut pas échapper, personne ne peut échapper, ne se monnaie pas, mais se traite à la racine, qu'il faut trancher, car c'est là que cela pue, les fondements du capitalisme entrés en putréfaction.

Pour certains ce mouvement populaire a déjà pris la forme d'une insurrection et pourrait être les prémices d'une révolution sans que personne n'ose la caractériser, hormis les petits bourgeois de droite qui y participent ou la soutiennent et qui rêvent d'une révolution nationale, qui dans ce cas-là aurait le contenu d'une révolution nationale-socialiste, de type fasciste, à laquelle l'oligarchie et ses représentants s'associeraient, d'où notamment les amalgames rouge-brun qui envahissent ses médias.

Il y a urgence à ce que les Assemblées populaires, qui ont commencé à éclore dans tout le pays, se dotent de quelques mots d'ordre de nature social et politique dans lesquels l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes pourraient se reconnaître, comme par exemple l'interdiction des licenciements déclarés illégaux, l'expropriation sans rachat des capitalistes du CAC40, l'annulation de la dette des particuliers et des petites entreprises, la retraites à 50 ou 55 ans, le smic, la retraite minimum, l'allocation adulte handicapée, l'allocation chômage à 1800 euros nets, la gratuité totale de l'école, de l'université, des transports en commun, des traitements et des frais médicaux, la convocation d'une assemblée constituante souveraine ou qui détiendrait le pouvoir politique, l'abolition de la Constitution de la Ve République. Les autres qui ne figurent pas dans cette liste et qui sont tout aussi déterminants suivraient, disons naturellement.

Pour revenir au passage de Lénine et à la révolution de 1905.

- Elle a commencé par des pétitions au souverain...
- A l'initiative d'une organisation extérieure à la classe ouvrière, mais dont elle s'était saisie avant de l'abandonner...

- Dont le principal dirigeant était un agent provocateur...
- Les grèves se multipliaient dans tout le pays de manière désordonnée...
- Puis les grévistes s'organisèrent pour unifier leur lutte et formèrent des soviets ou conseils ouvriers qui succéda à l'organisation d'origine policière...
- Aux mots d'ordre à caractère social étaient associés des revendications politiques...
- Les militants du principal parti ouvrier, le POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie), prirent le relais des libéraux radicaux...
- Ces conseils ou soviets rassemblaient désormais l'ensemble des classes exploitées et leurs représentants, dont des délégués syndicaux d'entreprises, d'universités, des militants des différents courants politiques du mouvement ouvrier. Ils formèrent en quelque sorte le gouvernement de la révolution...

En 2019 qu'avons-nous ?

- Un mouvement quasi insurrectionnel non-organisé qui n'a pour seul support que Facebook, dont les références vont de 1789 au coup d'Etat de l'Otan et des milices néonazis à Kiev (Maïdan) en Ukraine, précisons que ceux qui s'en réclament ne semblent pas avoir conscience de la nature de ce coup d'Etat, ce sont de dangereux aventuriers. Ce mouvement est traversé par de nombreux courants poursuivant des objectifs politiques contradictoires, on peut dire que tous les courants politiques y sont présents...

- Des représentants de ce mouvement plus ou moins autoproclamés et extérieur au mouvement ouvrier, qui n'ont acquis ni l'expérience ni les connaissances pour diriger une révolution. Ce sont eux qui ont appelé aux acte I à 9 à Paris depuis le 17 novembre 2018...

- Des Assemblées populaires dans un certain nombre de ville qui rassemblent des centaines de travailleurs de toute condition, voire des milliers. Combien existe-t-il d'assemblées dans ce genre, je l'ignore à l'heure actuelle. Elles tentent de se fédérer à l'échelon nationale...

- Deux mouvements en fait coupés du mouvement ouvrier et dont les objectifs politiques ne sont semble-t-il pas les mêmes...

Le premier viserait plutôt, au pire à une révolution nationale ou de type nationale-socialiste, au mieux à une réforme démocratique (illusoire, impossible) des institutions, tandis que l'autre viserait une révolution politique ou démocratique. Aucun ne vise une révolution socialiste, même si le second fait référence à la Commune de 1871. Le premier pourrait être instrumentalisé ou noyauté par l'extrême droite, donc au conditionnel car je manque d'éléments pour en juger définitivement, certains éléments ou meneurs autoproclamés qui se disent apolitiques, pourraient en fait être manipulés par l'extrême droite, à moins que leur confusion soit le produit de leur ignorance ou les deux à la fois, je n'en sais rien...

- Un prolétariat urbain qui se révolte ainsi que certaines couches inférieures des classes moyennes rurales...

- Un mouvement soutenu en parole par des dirigeants de certains partis ouvriers incapables de mobiliser leurs troupes ou leurs électeurs, de sorte que seule une minorité d'entre eux y participent... Rappelons que Mélenchon avait obtenu plus de 9 millions de voix, où sont-ils passés ? Pas dans la rue en tout cas...

- Des partis ou formations d'extrême gauche dont les effectifs sont très faibles, qui pour la plupart participent à ce mouvement sans en comprendre réellement la nature...

- Des syndicats qui au sommet y sont hostiles, tandis qu'à la base de plus en plus de militants s'y investissent.

- Des dizaines de mouvements sociaux ou grèves dans tout le pays dont les revendications visent des objectifs immédiats, ils sont de nature alimentaire et aucune coordination n'existe entre eux...

- Une agitation dans les collèges et les universités qui ne parvient pas à se généraliser...

- Un président de la République littéralement haï par l'immense majorité, incapable de saisir la situation et qui croit qu'en distribuant quelques miettes et en recourant à une féroce répression ce mouvement pourrait cesser, en vain. Un président de la République qui affiche son mépris des masses laborieuses et qui affirme

qu'il gardera le "cap", qu'il ne changera pas de politique, annonçant son intention d'appliquer son programme ultra réactionnaire quoi qu'il arrive...

- Des partis de droite qui volent au secours du régime, normal, ils sont totalement inaudibles, y compris chez leurs partisans déboussolés par le développement de la situation...

- Une extrême droite qui se pose en dernier rempart des institutions ou du régime, et qui après avoir tenté d'infiltrer ce mouvement en a été (en partie) expulsée, maintenant elle ne cherche plus qu'à le récupérer sur le plan électoral...

- Des forces de polices divisées, de même que l'armée, mais qui demeurent fidèles au régime...

- Une crise économique qui s'aggrave provoquant la démission hier (7 janvier 2019) du président de la Banque mondiale...

Lu dans le blog de la tendance Claire du NPA.

- *"Sans le soutien des chefs syndicaux comme Berger (CFDT), Martinez (CGT), Veyrier (FO), Beynel (Solidaires) et Groison (FSU), Macron ne pourrait pas continuer ses réformes, ni réprimer avec une telle brutalité la mobilisation. Il devrait céder. Alors, c'est essentiel de se battre pour faire basculer nos organisations dans la lutte contre Macron et son monde. C'est à nous de décider, car c'est à nous qu'elles appartiennent, pas aux bureaucrates !"*

Qu'attendez-vous pour réunir votre section syndicale et la faire adhérer à l'Assemblée populaire la plus proche de votre lieu de travail ou pour créer un comité du mouvement du 17 novembre ? Qu'attendez-vous pour adresser cette exigence à votre union locale, départementale, à votre fédération, au bureau confédéral de votre syndicat ? Qu'attendez-vous pour lancer un appel en direction des salariés de votre boîte ou des agents de votre administration, lycée, université, pour qu'ils participent à ce mouvement populaire ?

Et puis, on va vous dire un truc, s'ils soutiennent Macron après avoir appelé à voter pour lui ou refusé d'appeler au boycott du second tour de la présidentielle en 2017, ce n'est peut-être pas uniquement parce que ce sont des agents (avérés) du régime, c'est peut-être aussi parce que les secteurs d'activité où ils sont implantés partagent majoritairement leur position. Vous êtes-vous au moins posés la question un jour ? Pour bien vous connaître, je répondrai non à votre place, avec une marge d'erreur de 0,1% je vous l'accorde volontiers. Maintenant, l'état d'esprit de ces travailleurs peut encore évoluer.

Si on n'a pas les dirigeants syndicaux qu'on mérite, on est tout de même en droit de se demander qu'est-ce qu'ils foutent là, qui les a mis en place et pourquoi, non ? Cette question est tabou, je le sais et c'est la raison pour laquelle je la pose parce que moi je n'en ai pas. Si les travailleurs étaient révolutionnaires, croyez-vous que ces dirigeants pourris pourraient se maintenir un jour de plus ? Non, évidemment, comme Macron ils les dégraderaient. S'ils ne sont pas révolutionnaires, ils sont quoi alors ? Allez, répondez.

- "Nous savons que nous sommes nombreux à porter ce combat à la base. Mais pour lui donner bien plus de la force, nous devons nous regrouper à tous les niveaux pour peser dans la situation et faire basculer nos syndicats nationaux, nos fédérations, nos confédérations."

L'intention est bonne, mais je crains que cela soit insuffisant. Que disait Lénine, il faut commencer par conquérir la majorité des masses, la majorité, cela vous dit-il quelque chose ? Aujourd'hui la majorité des travailleurs ne bougent pas, pourquoi, on a fourni plusieurs explications qui permettent de répondre à cette question, je vous y renvoie.

Au fait, une précision, ils avaient écrit "*nous sommes nombreux/ses*", donc j'ai rectifié, je ne publierai jamais un document ou un passage d'un texte rédigé en recourant à l'écriture inclusive, nous sommes là pour aider les travailleurs à progresser et non à régresser. Il n'y a que des désœuvrés ou décérébrés et la gauche libérale-libertaire pour l'employer, la plus réactionnaire.

Qui a dit ?

- "Il faut que le gouvernement entende raison."

Qui colporte l'illusion criminelle qu'il pourrait satisfaire les exigences sociales et politiques du mouvement populaire du 17 novembre ?

Réponse : Le député LFI du Nord Adrien Quatennens, dimanche sur franceinfo.

Au moment même où se développe un mouvement populaire insurrectionnel qui manifeste que les masses sont en train de rompre avec le régime et cherche la voie pour l'abattre, ce discours est contre-révolutionnaire.

Les besoins sociaux et les aspirations démocratiques des travailleurs sont incompatibles avec l'existence du capitalisme en crise et des institutions de la Ve République, donc il faut les abolir en commençant par s'emparer du pouvoir politique pour immédiatement après s'attaquer aux fondements du capitalisme, tâche historique qui revient à la classe ouvrière à laquelle doivent s'allier les couches moyennes qui n'ont aucun intérêt à la survie du capitalisme et ses institutions antidémocratique, telle est la dialectique du processus révolutionnaire.

En macronnie.

A valeur d'exemple pour la France : Macron dégage !

- Pour la première fois, un roi abdique en Malaisie - Liberation.fr 07.01

La légitimité de Muhammad V, 49 ans, était contestée depuis les rumeurs de son mariage avec une Miss russe de 25 ans. Liberation.fr 07.01

Les psychopathes osent tout, la preuve. Cynisme assumé.

- Emmanuel et Brigitte Macron à l'hôpital : ce cliché qui choque les internautes - voici.fr 05.01

Emmanuel Macron et sa femme ont rendu visite aux patients du centre de lutte contre le cancer Gustave Roussy.

En colère, ils ont crié leur mécontentement sur la page Facebook de l'hôpital, qui a partagé vendredi 4 janvier un cliché d'Emmanuel et Brigitte Macron, entourés d'une partie du personnel soignant. Sur cette photo, on peut voir le sourire du chef de l'Etat, accroupi avec sa compagne au premier plan. Cette apparition du couple n'a pas du tout plu à de nombreux anonymes, qui ont expliqué dans les commentaires de la publication pourquoi ce cliché d'Emmanuel Macron ne passait pas.

Une utilisatrice de Facebook a fermement critiqué les sourires affichés par le président et par le personnel : « Quand on pense que son gouvernement vient de refuser d'aider la recherche contre le cancer chez les enfants... Mais quels hypocrites, il aurait mérité un mépris total ou au moins d'être interpellé sur toute sa politique qui tue la santé ». La réaction de cette internaute a fait réagir beaucoup de monde, mais ce n'est pas la seule. Une autre, qui a malheureusement perdu son enfant, se dit « choquée » par la sortie d'Emmanuel Macron : « Et ils osent se pavaner comme ça... J'en pleure... » Un dernier n'hésite pas à écrire : « Il aurait mieux valu un clown. » voici.fr 05.01

Macron est isolé, achevons-le !

- Sondage : 75% des Français sont mécontents de l'action du gouvernement, sa cote de popularité en baisse - franceinfo 03.01

Les trois quarts (75%) des Français sont mécontents de l'action du gouvernement, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié jeudi 3 janvier.

Neuf sympathisants socialiste sur dix (90%) désapprouvent le gouvernement, tout comme les proches de La France insoumise (89%).

Selon le sondage, le gouvernement mécontente non seulement les Français les moins aisés (87%) et les ouvriers (82%), mais aussi les cadres (54%) et les CSP+ (67%), ainsi que la France rurale et périurbaine (77 à 79%), et les citadins (70% à 74%).

Pour certains membres du gouvernement, les niveaux de popularité sont d'une étonnante faiblesse : 12% de bonnes opinions seulement pour François de Rugy et 13% à 16% pour Nicole Belloubet, Benjamin Griveaux, Muriel Penicaud et Gérald Darmanin. franceinfo 03.01

Acte VIII

- Des gilets jaunes annoncent un "acte VIII" avec une lettre ouverte à Macron - Le HuffPost 4 janvier 2019

Le groupe de gilets jaunes "La France en colère" appelle à une nouvelle journée de mobilisation ce 5 janvier, en publiant une lettre ouverte adressée au président de la République et diffusée sur les réseaux sociaux ce jeudi 3 janvier.

"Nous ne sommes pas résignés, nous irons plus loin", dit la lettre partagée sur Twitter par l'une des porte-paroles du mouvement, Priscillia Ludosky, qui ajoute dans son tweet qu'un rassemblement aura lieu à l'Hôtel de Ville de Paris samedi.

À Paris, la marche (déclarée auprès de la Préfecture de police) devrait partir de l'Hôtel de Ville à 14 heures pour passer par l'Île de la Cité, Notre-Dame, le Musée d'Orsay et finir devant l'Assemblée nationale. Le groupe "La France en colère", également géré par le médiatique Éric Drouet, interpellé pour la deuxième fois mercredi soir et placé en garde à vue après une manifestation place de la Concorde, annonce par ailleurs des rassemblements "en région".

La mobilisation a nettement décliné ces dernières semaines, mais de nouveaux appels à manifester samedi ont été lancés à Lyon, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Besançon, Clermont-Ferrand ou Nice.

Dans sa lettre ouverte "en réponse aux allocutions télévisées de monsieur Emmanuel Macron", "La France en colère" exprime de nouveau sa défiance envers le président et demande un dialogue. Refusant de participer au grand débat national annoncé par Emmanuel Macron, le groupe demande la nomination d'une "personnalité respectable" pour "commencer les discussions (...) autour de la reprise de souveraineté du peuple".

"Trouvez donc une personnalité respectable qui n'ait pas été visée par des enquêtes judiciaires, qui n'ait été politisée en aucune façon, qui n'ait pas été l'objet de polémiques et qui soit sans reproches et non corrompue par le système financier", détaille le collectif.

"Nous nous défions de la mise en place de votre plan de consultation nationale. Nous le considérons comme un piège politique pour tenter de noyer le sujet qui vous terrifie : redonner la souveraineté au peuple de France par la mise en place du Référendum d'initiative citoyenne en toute matière, mais aussi dans la mise en place d'une baisse significative de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité, et enfin, une baisse significative de toutes les rentes, salaires, privilèges et retraites courantes et futures des élus et hauts fonctionnaires d'État."

- "Nous irons plus loin" : les "gilets jaunes" écrivent à Emmanuel Macron et annoncent un acte 8 - Franceinfo 4 janvier 2019

Le ton est très virulent. Dans une lettre de quatre pages, diffusée, jeudi 3 janvier, sur la page Facebook "La France en colère" qui réunit près de 300 000 personnes, les "gilets jaunes" s'adressent à Emmanuel Macron. "La colère va se transformer en haine si vous continuez, de votre piédestal, vous et vos semblables, à considérer le petit peuple comme des gueux, des sans dents, des gens qui ne sont rien", préviennent-ils. Cette lettre se veut une réponse aux vœux du président de la République du 31 décembre. Le chef de l'Etat

avait notamment ciblé ceux qui "prennent pour prétexte de parler au nom du peuple" mais qui ne sont "que les porte-voix d'une foule haineuse".

"Vous dénoncez maintenant, lors de vos vœux, des excès, des débordements ? Vous parlez sans nul doute des exactions de vos forces de l'ordre à l'égard des citoyens", ironisent les "gilets jaunes" dans cette lettre. Franceinfo 4 janvier 2019

- Un «porte-parole» de Gilets jaunes prédit «un soulèvement national avec des armes» - sputniknews.com 03.01

Presque deux mois après le lancement du mouvement des Gilets jaunes, Maxime Nicolle, alias Fly Rider, l'un des leaders des manifestants, a fait un direct sur Facebook mardi pour réaffirmer son intention de poursuivre la lutte. Selon lui, en 2019, des «gens préparent un soulèvement national avec des armes».

«Beaucoup de gens dans ce mouvement sont prêts à perdre la vie pour que notre futur soit meilleur. Des gens préparent un soulèvement national avec des armes», a déclaré Maxime Nicolle lors d'une diffusion en direct sur Facebook dans un groupe comptant plus de 150.000 membres.

Et d'ajouter: «Il y a des gens qui se préparent à être beaucoup moins pacifiques, voire plus du tout être pacifiques».

Dénonçant la politique d'Emmanuel Macron, il s'est adressé directement au Président français en le tutoyant.

«Tout ce qui se passe, c'est de la faute des gouvernements qui sont vendus par le fric. Aujourd'hui, il y a des gens qui ne lâcheront pas. Dans le pacifisme, en étant présent, en manifestant, etc.... et d'autres qui ne veulent plus du tout être pacifiques parce qu'ils ont vu que tu as envoyé des flics taper leurs gosses, leurs grands-mères, leurs grands-pères, leurs frères, leurs sœurs, des femmes, des enfants», a-t-il ainsi lancé dans sa harangue. sputniknews.com 03.01

Essoufflement ou étouffement par les médias aux ordres.

- Ce que préparent les gilets jaunes pour leur "acte 8" samedi - huffingtonpost.fr 04.01

Ce samedi 5 janvier, des gilets jaunes entendent à nouveau se mobiliser malgré l'essoufflement du mouvement les semaines passées.

On peut recenser une dizaine d'autres événements pour la seule capitale sur Facebook

L'une des manifestations, déclarée auprès de la préfecture de Paris selon BFMTV, partira ainsi des Champs-Élysées en direction de la place de la Bourse (...) un autre événement invite à "continuer de faire le siège des médias".

Le dimanche 6 janvier, une marche des femmes gilets jaunes est aussi prévue à 11 heures, à Paris.

Quid de la mobilisation dans d'autres villes en France? Des événements Facebook ont été créés, appelant notamment à des manifestations à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, à Laval, Rennes, Brest, ou encore à Rouen. Cette dernière a été marquée par de nombreux débordements, lors du septième samedi de mobilisation.

À Firminy, dans la Loire, une marche solidaire est organisée afin de rendre hommage aux personnes décédées en France, depuis le 17 novembre, indique Le Progrès. Dans le sud de la France, la préfecture du Gard a décidé d'anticiper tout rassemblement, interdisant les manifestations sur plusieurs axes routiers dans le secteur de Nîmes et d'Alès...

L'acte 9 a, lui aussi, été d'ores et déjà programmé, à Bourges, le samedi 12 janvier. huffingtonpost.fr 04.01

Ils désespèrent : "Regain partout en France" ! "Le calme est donc loin d'être revenu" !

- Les "Gilets jaunes" maintiennent la pression - Reuters 5 janvier 2019

Des contestataires du mouvement des "Gilets jaunes" ont de nouveau manifesté samedi, le huitième d'affilée, à Paris et en province, où des heurts ont éclaté en marge de défilés visant à interpeller un pouvoir aux réponses jugées insuffisantes.

50 000 personnes étaient mobilisées ce samedi pour l'acte 8 du mouvement des "gilets jaunes", a annoncé ce samedi soir le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, soit bien plus que les 32 000 mobilisées une semaine plus tôt.

À Paris, la préfecture de Police a recensé 3500 manifestants contre 800 la semaine dernière. Le chiffre est même plus élevé que pour les mobilisations du 15 et du 22 décembre qui avaient respectivement réuni 2200 et 2000 personnes dans les rues de la capitale.

Quelques heurts entre des manifestants et les forces de l'ordre ont éclaté non loin du musée d'Orsay, où une péniche a été incendiée. Des dégâts ont aussi été constatés par des journalistes de Reuters sur le boulevard Saint-Germain où des voitures, des scooters et du mobilier urbain ont été vandalisés et incendiés. La tension montait à la tombée de la nuit sur l'avenue des Champs-Élysées.

3 500 manifestants ont défilé dans les rues de Paris. La situation s'est tendue sur le boulevard Saint-Germain, où des incendies ont été allumés sur une voiture, sur des scooters, sur des trottinettes et des scooters en libre-service, sur du mobilier urbain. Des projectiles ont été lancés et un drapeau européen a été brûlé devant le ministère de la Transition écologique. Un gendarme a été blessé, molesté alors qu'il était à terre. Les locaux du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, situés rue de Grenelle à Paris, ont été évacués ce samedi en fin d'après-midi après une intrusion violente à l'aide d'un engin de chantier dans la cour. La RATP a fermé plusieurs stations de métro. 24 personnes ont été interpellées.

Pour cette première journée d'action après les fêtes de fin d'année, de nombreux défilés ont aussi eu lieu en province.

À Beauvais les forces de l'ordre ont tiré samedi à midi des grenades de gaz lacrymogène pour empêcher environ 600 gilets jaunes d'entrer dans le centre de Beauvais, selon des images diffusées sur les réseaux sociaux et confirmées par la préfecture. Selon la préfecture, qui n'a pas pris d'arrêté interdisant les manifestations, il s'agit d'un rassemblement non-déclaré et certains manifestants auraient jeté des projectiles en direction des forces de l'ordre. Environ 350 à 400 personnes sont d'abord allées dans la matinée aux abords de l'aéroport de Beauvais, sans entrer dans les terminaux ni importuner les passagers, a précisé à l'AFP l'aéroport.

À Bordeaux, plus de 5 000 "gilets jaunes" se sont mobilisés, selon la préfecture, rapporte la préfecture du département, retrouvant leur niveau de mobilisation d'avant les fêtes de fin d'année et consacrant la capitale de Nouvelle-Aquitaine comme l'un des bastions du mouvement. Précédés d'une grande banderole proclamant «Unis, le changement est possible», les manifestants défilaient dans le calme en milieu d'après-midi, alors que ces rassemblements se sont toujours terminés jusqu'à présent par des heurts avec les forces de l'ordre à la tombée de la nuit.

Un des orateurs en début de parcours a énuméré les revendications que les gilets jaunes souhaiteraient voir soumises au référendum d'initiative citoyenne, le RIC qu'ils réclament: «moralisation de la vie politique, réévaluation des salaires et du minimum vieillesse, remise en place de l'ISF, indexation sur l'inflation des allocations familiales et des retraites»... Parmi les pancartes, certaines réclamaient le «Frexit», c'est-à-dire la sortie de la France de l'Union européenne. Une autre proclamait «vive la VIe république».

À Bayonne, plus d'un millier de "gilets jaunes" ont marché dans les rues de la ville.

À Pau, près de 600 "gilets jaunes" ont fait une halte devant le commissariat.

À Limoges, une centaine de manifestants se sont présentés devant la gare et ont décidé de faire visiter pacifiquement sept lieux de la ville pour déposer les vœux des "gilets jaunes", et notamment à l'Urssaf. La

circulation a été ralentie au niveau de Grossereix où une centaine de "gilets jaunes" ont participé à un "banquet gaulois".

À Périgueux, un peu plus de 50 "gilets jaunes" se sont rassemblés sur le rond-point Yves-Guéna. En Dordogne, pas de manifestation unitaire : les "gilets jaunes" ont décidé d'occuper les ronds-points et de marcher en ordre dispersé à Mussidan, Ribérac, Trélissac, Bergerac, Terrasson et Sarlat.

A La Rochelle, un rassemblement départemental place de Verdun était prévu à 14 heures. Les "gilets jaunes" avaient également prévu une opération péage gratuit devant le péage de l'île de Ré.

À Lyon (Rhône), des manifestants ont défilé sur les voies de l'autoroute A7 à l'entrée sud de la ville. Les forces de l'ordre sont intervenues et la circulation a été perturbée pendant une heure. Elle est revenue à la normale depuis 16h30 selon la préfecture.

À Besançon, les "gilets jaunes" se sont retrouvés à 14 heures en centre-ville. Des mobilisations sur les ronds-points étaient aussi programmées dans le Jura.

À Belfort, des centaines de manifestants ont défilé dans le calme.

À Clermont-Ferrand, un millier de "gilets jaunes" étaient rassemblés.

À Dijon (Côte-d'Or), plus de 2 500 personnes ont manifesté samedi 5 janvier et des affrontements ont eu lieu devant la caserne de gendarmerie et place de la République. Deux policiers ont été blessés, dont l'un a reçu une barre de fer en plein visage et a quelques dents cassées, selon une source chez les gendarmes à franceinfo. Il y a au moins six blessés parmi les manifestants, indique France Bleu Bourgogne, notamment par des tirs de Flash-Ball.

À Sedan, à la gare des gilets jaunes se sont introduits sur les voies ferrées, interrompant le trafic moins d'une demi-heure samedi matin aux alentours de 8 heures, a appris l'AFP auprès de la préfecture des Ardennes.

Au Mans, 300 "gilets jaunes" environ se sont mobilisés devant la préfecture. Ils se sont mis à genoux, en référence aux lycéens arrêtés à Mantes-la-Jolie, puis la situation a dégénéré quand ils ont voulu mettre des cadenas sur les grilles de la préfecture. Des affrontements ont eu lieu entre manifestants, qui ont lancé des projectiles, et forces de l'ordre, qui ont répliqué avec des grenades lacrymogènes, a indiqué le journaliste de France Bleu Maine sur place. Une personne a été interpellée.

A Laval, une cinquantaine de "gilets jaunes" de Mayenne sont arrivés peu avant 12h devant la gendarmerie. Ils devaient porter plainte contre le gouvernement (notamment le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner) pour usage abusif de forces de police lors des manifestations.

À Tarbes (Hautes-Pyrénées), 1.300 personnes réunies place Verdun ont fait un "die-in" - les manifestants s'allongent à terre comme des morts - pour rendre hommage aux victimes du mouvement, a indiqué la préfecture.

À Grenoble (Isère), environ 400 personnes sont parties à 8h30 du parc Paul-Mistral pour une "marche citoyenne". L'objectif de la journée était de manifester devant les rédactions dont le traitement du mouvement des "gilets jaunes" est jugé incorrect. Devant les locaux de France 3, ils ont discuté une quinzaine de minutes avec le rédacteur en chef. Les "gilets jaunes" ont tenté de bloquer les trains en descendant sur les voies mais ils ont été dispersés par les forces de l'ordre à l'aide de gaz lacrymogène.

A Saint-Etienne. La situation s'est tendue avec les forces de l'ordre, qui ont essuyé des jets de projectiles et ont chargé au flashball et usé de gaz lacrymogène. Les affrontements ont eu lieu devant la préfecture.

Vinci Autoroutes avait signalé à la mi-journée la présence de manifestants à Montbrison (Loire) sur l'A72.

Des manifestants étaient présents sur l'A7 à Montélimar Sud.

À Valence (Drôme), les manifestants étaient entre 2 500 et 3 000, soit deux à trois fois plus que samedi 29 décembre, indique France Bleu Drôme Ardèche.

A Montoir-de-Bretagne. Entre 200 et 300 "gilets jaunes" se sont retrouvés ce matin sur le rond-point du restaurant "L'Air Bleu", à proximité du pont de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Après un face-à-face quelque peu tendu avec les forces de l'ordre, qui ont usé de gaz lacrymogènes à plusieurs reprises pour empêcher les manifestants d'aller sur le pont, des voitures ont recommencé à circuler au compte-gouttes. Les ralentissements sont restés importants. Hormis les ambulances et véhicules de secours, la circulation a été totalement coupée en fin de matinée, provoquant de très importants embouteillages sur le pont de Saint-Nazaire, mais également sur les routes d'accès.

À Brest (Finistère), une manifestation était prévue à 13h30 au départ de la place de Strasbourg.

À Rennes (Ille-et-Vilaine), près de 200 "gilets jaunes" se sont rassemblés devant la mairie, et certains ont forcé la porte d'accès. Ils ont finalement tous été refoulés et le cortège a ensuite paisiblement dans le reste du centre-ville. Quelques palettes et cartons ont brûlé place de la mairie, rue Jean Jaurès et boulevard de la Liberté notamment, mais les feux ont rapidement été éteints.

À Saint-Malo, des heurts ont éclaté devant le commissariat, avec des dégradations de mobilier urbain de la part de certains gilets jaunes. Trois hommes ont été interpellés.

A Nantes, au moins 2 000 personnes, dont beaucoup de femmes, ont défilé dans le centre-ville. La manifestation, partie en début d'après-midi, a aussitôt dégénéré, a constaté un photographe de l'AFP. Des heurts ont éclaté et des grenades ont été tirées. Au moins une personne a été blessée. Les gilets jaunes nantais ont mis le feu à un tas de sapins sur la place de la cathédrale. Certains arboraient un drapeau tricolore, un bonnet phrygien ou une banderole «RIC», le référendum d'initiative citoyenne. «Il y a des affrontements sporadiques», a indiqué à l'AFP le sous-préfet de permanence à la préfecture de Loire-Atlantique. Autre point de tension dans le département: Saint-Nazaire, dont le pont a été bloqué plusieurs heures dans la matinée par plus d'une centaine de personnes. Des échauffourées ont éclaté entre forces de l'ordre et manifestants. «Ils continuent de circuler dans la ville et ont mis le feu aux grilles de la sous-préfecture», a indiqué le sous-préfet de permanence. Des manifestants s'en sont également pris à une banque. Le pont de Saint-Nazaire a rouvert en milieu d'après-midi dans les deux sens.

A Tours, le cortège a rassemblé environ un millier de manifestants dans les rues du centre-ville et la tension est montée d'un cran vers 15h30, quand les "gilets jaunes" ont fait face aux policiers au niveau du commissariat. Des barricades ont été dressées et des poubelles incendiées.

À Châteauroux (Indre), 350 "gilets jaunes" ont formé une chaîne humaine autour de la place Lafayette. Une minute de silence a été observée devant la préfecture en hommage aux manifestants morts depuis le début du mouvement.

Vinci autoroutes a signalé des manifestations sur l'A10 à Meung-sur-Loire (Loiret, n°15), à Château-Renault (Indre-et-Loire, n°18), Châtellerauld Nord (Vienne, n°26) et Futuroscope (n°28), Poitiers Nord (n°29) et Poitiers Sud (n°30) ; sur l'A11 à Chartres (Eure-et-Loir, n°2) et Illiers-Combray (Eure-et-Loir, n°3). Grand Est

À Reims (Marne), une centaine de "gilets jaunes" ont investi l'autoroute urbaine à hauteur du stade Auguste-Delaune. La traversée urbaine de Reims a été coupée dans les deux sens jusqu'à la mi-journée.

A Colmar, les "gilets jaunes" ont manifesté dans le calme. Plus d'un millier de personnes se sont réunies selon la préfecture, le double selon les organisateurs. Ils ont observé une minute de silence devant la cour d'appel en mémoire des blessés et des morts depuis le début du mouvement.

A Épinal (Vosges), une manifestation régionale était prévue sur le Champ-de-Mars. La préfecture a écrit aux commerçants pour leur demander de protéger leurs boutiques et de ranger leurs terrasses. Hauts-de-France

A Lille (Nord), un millier de personnes se sont rassemblées, dans une ambiance plutôt calme .

À Amiens (Somme), une soixantaine de "gilets jaunes" s'est élancée du parc de la Hotoie en début d'après-midi. D'autres mobilisations étaient prévues dans la Somme où la préfecture a pris des arrêtés pour interdire officiellement le port de masques à gaz ou de lunettes de protections.

A Rouen, où 2 000 manifestants, selon la police, ont défilé dès le milieu de la matinée dans les rues du centre-ville, des tensions ont éclaté vers midi. Ils ont marché jusqu'à la place du vieux marché, où ils ont allumé un feu qu'ils alimentent avec des barrières, du matériel de chantier, des poubelles. La vitrine d'une boutique a été brisée. L'entrée de la cité administrative a été dégradée, indique France Bleu Normandie. En fin de matinée, les magasins de la rue du Gros Horloge ont fermé en urgence pour éviter des dégradations. Du matériel de chantier a été balancé par des manifestants, au moins un feu a été allumé. Des jets de pavés ont entraîné la réplique des forces de l'ordre qui ont tiré des grenades lacrymogènes ainsi que des balles de lanceurs de balles de défense (LBD), atteignant un manifestant à l'arrière de la tête, a constaté un correspondant de l'AFP.

À Caen (Calvados), 3 000 manifestants des "gilets jaunes" se sont rassemblés et la mobilisation était "plus forte qu'il y a quelques semaines", selon France Bleu Normandie. La manifestation s'est tendue lorsque les manifestants sont passés près du commissariat de police mais il n'y a eu ni jets de projectiles ni utilisation de gaz lacrymogène. Les manifestants ont ensuite terminé leur marche devant la préfecture, où ils ont planté un olivier.

Dans les Deux-Sèvres, la préfecture avait interdit les actions sur les ronds-points de la Crèche à l'est de Niort, ainsi que la vente et le transport d'objets pouvant servir à déclencher des incendies.

En Dordogne, pas de manifestation unitaire : les "gilets jaunes" ont décidé d'occuper les ronds-points et de marcher en ordre dispersé à Mussidan, Ribérac, Trélissac, Bergerac, Terrasson et Sarlat.

Vinci Autoroutes avait signalé la présence de manifestants à St Maixent-Lusignan et à Chatellerault-Nord et Sud sur l'A10. Occitanie À Toulouse (Haute-Garonne), 2 000 manifestants sont rassemblés, selon la préfecture. La situation s'est tendue un peu avant 17h, des bouteilles de verre ont été lancées, des affrontements ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre.

Vinci Autoroutes avait signalé des manifestants sur l'A20 à la hauteur d'Aussonne (Haute-Garonne).

L'autoroute A61 a été coupée à hauteur de Carcassonne (Aude) dans les deux sens de circulation.

A Montpellier (Hérault), un millier de manifestants ont défilé dans les rues de la ville et des "gilets jaunes" ont forcé les grilles de la gare. La police est intervenue et la gare Saint-Roch a été évacuée, rapporte France Bleu Hérault. Des vitrines de banques et des distributeurs automatiques ont été cassés. La situation est revenue au calme en fin d'après-midi. Quatre CRS ont été blessés et quatre manifestants interpellés. Contrairement à ce qu'indiquait une source policière, il n'y a pas eu d'intrusion à la préfecture de l'Hérault.

Dans le Gard, la préfecture avait interdit les manifestations sur plusieurs axes routiers jusqu'à lundi 7 janvier, 8 heures. Pays de la Loire

À Marseille (Bouches-du-Rhône), une centaine de "gilets jaunes" se sont réunis dans les locaux du journal La Provence, sur invitation du patron Bernard Tapie. Objectif : créer une association à vocation politique appelée "Gilets Jaunes le Mouvement."

À Avignon, 400 manifestants se sont rassemblés dans le calme. Il n'y a pas eu de débordement.

À Nice, environ 150 "gilets jaunes" se sont réunis sur la place Massena. Reuters 5 janvier 2019 Reuters, Franceinfo et Libération 5 janvier 2019

O désespoir, ils sont toujours là!

- Gilets jaunes : un avenir politique en suspens - LeParisien.fr 05.01

Le soufflé jaune n'est pas retombé. Ceux qui tablaient sur les dix milliards d'euros lâchés par Emmanuel Macron, et sur la simple usure d'une mobilisation sur les ronds-points dans le froid et pendant les fêtes peuvent être déçus. La journée de ce samedi, acte 8 des Gilets jaunes, a encore rassemblé à travers la France quelque 50 000 manifestants - selon l'Intérieur. Et a, à nouveau, connu son lot de violences à côté des marches pacifiques.

À Paris, nouvelles images chocs avec ces CRS tabassés par un casseur boxeur au bonnet noir, et l'évacuation du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, dont le portail du ministère a été défoncé par un engin de chantier ! Une première sidérante, redoutée depuis les samedis d'ultra-violence de décembre.

La grande leçon, cependant, c'est que les Gilets jaunes, deux mois après leur apparition, sont toujours là. Et avec eux la plus grave crise politique depuis très longtemps. Mais maintenant, que vont-ils faire ? La vraie question pour ce mouvement disparate, tant par les gens qui le portent que par ses revendications, reste de trouver comment durer. Et marquer de son empreinte le paysage politique. LeParisien.fr 05.01

"Nous sommes le peuple, nous sommes l'État"

- "L'union fera la force, donc il ne faut pas qu'on se lâche" : les "gilets jaunes" toujours mobilisés dans le Loiret - franceinfo 05.01

"Et on tient et on ne lâchera pas. Il y a de moins en moins de ronds-points aujourd'hui en France tenus par des 'gilets jaunes', mais c'est parce que Monsieur Castaner a décidé de démanteler les ronds-points mais nous, tant qu'on n'aura pas obtenu ce qu'on demande, on ne lâchera rien". "Normalement les policiers n'ont pas le droit de nous taper dessus, mais nous, on a décidé de tout filmer"

"On ne lâchera pas l'affaire parce qu'on nous a donné des miettes, des pommes pourries, du pain moisi, on n'en veut pas, nous on veut des choses correctes".

"Je pense que Monsieur Macron, il a vraiment du souci à se faire, puisque nous sommes le peuple, nous sommes l'État et on représente la France". franceinfo 05.01

La jaunisse. Ils n'avaient même plus besoin de porter un gilet jaune, on les aurait reconnus !

Les patrons et l'UE ont leur parti jaune.

- Gilets jaunes : à Marseille, l'embryon d'un mouvement - LeParisien.fr 6 janvier 2019

Gilets jaunes contre Gilets jaunes ! Devant le siège marseillais du quotidien La Provence, une centaine de Gilets jaunes marseillais ont manifesté ce samedi contre la réunion qui se tenait dans un local proche des rotatives à l'invitation de Bernard Tapie. Ils ont hué ceux qui y participaient. Venus de toute la France, des délégués y ont annoncé après six heures de discussion la création d'une coordination nationale, « Gilets Jaunes - Le mouvement ».

« Nous n'avons pas parlé des européennes, il n'a pas été question de valider quelque liste que ce soit, nous ne sommes pas des candidats à des élections mais des citoyens », précise Hayk Shahinyan, un Gilet jaune de Lyon. « Nous sommes un mouvement à partisan, nous ne voulons être récupérés par personne, mais nous faisons de la politique au sens noble, pour créer un vrai projet de société ».

Refusant le grand débat national du gouvernement, cette coordination devrait proposer dans les prochains jours une plateforme Internet pour recueillir et traiter les revendications venues de tout le territoire avant de les présenter d'ici deux mois.

« Peu importe le parti, peu importe le syndicat, peu importe ce qui s'est passé en France, on n'a jamais obtenu un tel rassemblement sur un temps si long », se réjouit Ingrid Levavasseur, aide soignante de l'Eure. « Nous nous sommes rassemblés et on ne va plus se quitter ». LeParisien.fr 6 janvier 2019

Et même que BFMTV voulait en être, c'est pour dire !

Ingrid Levavasseur annonce finalement avoir refusé d'être chroniqueuse sur BFMTV - Le HuffPost 6 janvier 2019

Finalement, c'est non. L'une des figures du mouvement des gilets jaunes, Ingrid Levavasseur, dont BFMTV avait annoncé qu'elle participerait à une émission en vue d'y être intégrée par la suite comme chroniqueuse, a annoncé sur Facebook samedi 5 janvier avoir "refusé cette offre". Le HuffPost 6 janvier 2019

La social-démocratie de droite se dote aussi de son parti jaune.

- "Gilets jaunes": Jacline Mouraud va créer un parti baptisé "Les Emergents" - AFP 8 janvier 2019

"Que les "gilets jaunes" disent "rien ne m'intéresse dans le paysage politique, mais moi je veux participer au débat politique, bravo, bienvenue !", a réagi lundi soir à Lille le fondateur du mouvement Générations, Benoît Hamon, lors d'une conférence de presse organisée juste avant une réunion publique.

"Je me réjouis que ce débat-là existe et j'encourage même les "gilets jaunes+ à faire ce pas-là, qu'ils rejoignent des formations existantes, qu'ils en créent des nouvelles, plus on sera dans le débat et plus ça durera, plus on aura la garantie de ne pas revenir au bon vieux train-train des débats tels qu'on les connaissait", a-t-il ajouté.

Se démarquant désormais du mouvement des "gilets jaunes", Mme Mouraud avait déjà annoncé à l'AFP qu'elle présenterait fin janvier "un parti du bon sens", "sans étiquette" avec "des idées nouvelles et constructives pour le pays, en harmonie avec les enjeux du changement climatique" et qui "arrête de nourrir le culte de la société de consommation". AFP 8 janvier 2019

Acte IX

- Les gilets jaunes annoncent déjà un acte 9, "au centre de la France" - Le HuffPost 6 janvier 2019

L'acte VIII n'avait pas encore commencé qu'ils étaient déjà prêts. Les gilets jaunes ont annoncé sur les réseaux sociaux l'organisation d'un "Acte 9" le 12 janvier, pour le neuvième samedi consécutif de leur mobilisation pour le pouvoir d'achat.

Sur Facebook, un événement pour un "acte 9" était déjà visible dans la nuit de vendredi à samedi, avant même la huitième journée de mobilisation qui a eu lieu ce 5 janvier. L'événement a été créé par le groupe "La France en colère", géré notamment par Éric Drouet, interpellé à deux reprises dans des manifestations, et Priscillia Ludosky. Près de 1400 personnes étaient inscrites comme "participantes" dimanche matin, et plus de 7700 personnes se disaient "intéressées".

La page propose aux manifestants de se retrouver "au centre de la France", "pour confirmer notre unité et permettre à tous d'être à distance égale en partance des grands villes". Pour l'heure, le lieu défini pour l'événement est donc la ville de Bourges, dans le Cher.

D'autres événements ont aussi été créés pour appeler à manifester de nouveau le 12 janvier. Le HuffPost 6 janvier 2019

Calomnies, menaces, répression, l'attirail de l'Etat policier aux abois.

Quand ils revendiquent le droit de calomnier et quand ceux qui prétendent lutter contre les fausses infos en sont les champions.

- Le journaliste Jean-Michel Apathie a mis le feu aux poudres sur les opinions politiques d'Éric Drouet en un seul tweet. - L'Express 03.01

Selon le journaliste et éditorialiste, l'une des figures du mouvement des gilets jaunes, Éric Drouet, aurait voté aux dernières élections présidentielles pour Marine Le Pen. "[Il] ne s'en cache pas, il a voté pour Marine Le Pen lors des deux tours de l'élection présidentielle 2017. Ceci ne paraît pas un obstacle aujourd'hui à Jean-

Luc Mélenchon. Quelles conclusions tirer de ce constat ?", se demande-t-il le 1er janvier sur le réseau social.

Le même jour, le 2 janvier, voilà que Libération, La Dépêche du Midi ou encore BFMTV enchaînent (comme le souligne Check News) et font référence au supposé vote d'Eric Drouet pour Marine Le Pen.

Or, Éric Drouet, confondu par le passé avec un autre gilet jaune (il était accusé d'être un membre du Conseil national de transition, lié au mouvement du 14 juillet 2015) n'a jamais affirmé où que ce soit avoir voté pour Marine Le Pen.

Lors d'une interview donnée à La Croix, le 5 décembre 2018, Éric Drouet dit seulement avoir dû faire face à un dilemme lors des dernières élections. "La faille du système démocratique, c'est que 18 % des Français [des électeurs inscrits au premier tour] ont voté pour lui. Il s'est trouvé face au FN. C'est sûr que pour plein de gens, même s'ils voulaient voter contre Macron, ils ne pouvaient pas non plus voter Le Pen. C'est un problème qui s'est posé pour moi." Un discours qu'on ne peut pas qualifier de pro-Marine Le Pen.

Éric Drouet finit par démentir lui-même avoir voté pour la présidente du Rassemblement National, le 2 janvier. D'abord dans une vidéo publiée sur YouTube. "Est-ce vrai que tu as voté Marine Le Pen aux deux tours", lui demande un internaute. "Ah non, pas du tout, non", répond-t-il.

Puis dans un message écrit sur Facebook. "Non je n'ai pas voté Le Pen, et même si je l'avais fait, ce n'est pas la question du jour", estime-t-il.

Alors que Jean-Michel Apathie est désormais accusé d'avoir propagé des "fake news", notamment par Aude Lancelin, directrice du Média, celui-ci, joint par L'Express, dément être à l'origine de cette information et ironise. "La France a beaucoup de chance d'avoir cet immense révolutionnaire qu'est Éric Drouet, il ne faudrait absolument pas le calomnier." L'Express 03.01

"Gilets jaunes": Éric Drouet dénonce une interpellation "politique" avant de nouvelles manifestations - AFP 4 janvier 2019

Le médiatique et controversé "gilet jaune" Éric Drouet a dénoncé une interpellation "politique", en sortant jeudi d'une garde à vue qui a provoqué l'indignation, à deux jours d'un huitième samedi de manifestations en France.

Interpellé mercredi soir près des Champs-Élysées pour "organisation d'une manifestation sans déclaration préalable", il affirme qu'il devait juste rencontrer d'autres "gilets jaunes" pour un "rendez-vous au restaurant".

"On cherche à nous mettre des responsabilités sur le dos, alors qu'il y en a pas du tout", a déclaré le chauffeur routier de Seine-et-Marne, 33 ans.

La garde à vue de trois autres personnes interpellées avec lui mercredi soir a été levée jeudi matin, selon une source proche du dossier.

"Éric Drouet est libre aujourd'hui, dans une opération purement et basement politique, qui n'a rien de juridique", a commenté son avocat, Me Kheops Lara. À Lille, une cinquantaine de personnes s'étaient rassemblées pour réclamer sa "libération".

"Abus de pouvoir. Une Police politique cible et harcèle désormais les animateurs du mouvement gilet jaune", avait tweeté Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), juste après l'arrestation de celui pour lequel il avoue sa "fascination".

"Drouet s'est fait arrêter pour rien", a affirmé à l'AFP Fabrice, un fonctionnaire "gilet jaune" lyonnais de 46 ans. "On ne lâche rien, les "gilets jaunes" sont encore là. On est remontés après les v?ux de Macron, qui pour nous ont été une déclaration de guerre. Il croit qu'on est une poignée, mais il ne voit pas qu'il parle au peuple", dit-il.

Le syndicat Unité SGP police-FO a dénoncé jeudi 3 janvier "les propos de certains responsables politiques à l'égard de policiers" lors de l'interpellation d'Éric Drouet et réclame "des excuses publiques" à l'égard des fonctionnaires de police.

"Comment des personnages dits "publics", dont des élus, peuvent-ils se comporter de la sorte et tenir de tels propos à l'encontre des policiers?", s'interroge Yves Lefebvre, Secrétaire général du syndicat dans un communiqué.

Il reproche notamment à LFI d'avoir parlé de "police politique" et à "d'autres, comme Maxime Nicolle", autre figure des "gilets jaunes", d'essayer "de se trouver une légitimité" et d'appeler "quasiment à l'insurrection".

"Unité SGP Police-FO ne peut accepter ces comportements et demande que des enquêtes soient ouvertes à l'encontre de ces personnes et que, dans un premier temps, des excuses publiques soient faites à l'endroit des fonctionnaires de police qui, tous les jours, exercent un métier de plus en plus difficile et doivent faire face à de plus en plus de violences à leur encontre", affirme le syndicat.

Une majorité de Français (55%, +1) souhaite que le mouvement des "gilets jaunes" se poursuive et l'amélioration du pouvoir d'achat est désormais en tête des attentes pour 2019, selon un sondage Odoxa Dentsu consulting publié jeudi. AFP 4 janvier 2019

Manipulation et amalgame. Fausse nouvelle en titre, démentie dans le même article, du grand art de l'amalgame policier rouge-brun !

- "Le désaveu est massif à gauche comme à l'extrême droite." - France Info

- Gilets jaunes: L'abrogation du mariage pour tous, revendication N°1 de la consultation en ligne - Le HuffPost 05.01

En tout, quelque 9000 contributions avaient été déposées vendredi soir sur cette plateforme censée recueillir les inquiétudes des citoyens, "gilets jaunes ou non", et lister les thématiques ayant émergé avec la crise et sur lesquelles des débats pourraient être ouverts.

Chacun a pu "donner son avis" sur six sujets: "inégalités sociales", "justice fiscale", "inégalités territoriales", "pouvoir d'achat", "participation des citoyens" et "transition écologique". Chaque "contribution" est une proposition faite sur l'un de ces sujets et pouvant être "votée" par chacun pour être soutenue.

Des propositions issues de réseaux militants

À la clôture de la consultation, les contributions les plus votées étaient souvent celles issues de réseaux militants très marqués à droite comme celles de l'Institut pour la justice ou de collectifs opposés au mariage pour tous ou à la PMA.

C'est d'ailleurs une contribution pour l'abrogation de la "loi Taubira" qui a recueilli le plus de voix, avec près de 5900 votes sur un total de 260.879 votes exprimés, tous sujets confondus. La contribution a été formulée par le collectif "On ne lâche rien", opposé à la loi pour le Mariage pour tous votée en 2013. Sur son site internet, le groupe appelait d'ailleurs à voter sur le site du Cese pour peser dans le débat sur le mariage homosexuel.

Comme le souligne le journaliste de Libération Vincent Glad, le mariage pour tous ne figure pas parmi les revendications affichées par les gilets jaunes. Difficile, donc, de considérer que les résultats de cette consultation traduisent les inquiétudes des manifestants qui se revendiquent comme gilets jaunes. Le HuffPost 05.01

On retiendra : cela "*ne figure pas parmi les revendications affichées par les gilets jaunes*", mais ils le montent en épingle pour les besoins de leur amalgame rouge-brun. Vous cherchez où elle est l'extrême droite, dans les salles de rédaction des médias dominants, pas seulement...

En complément.

La question du pouvoir d'achat arrive en tête des préoccupations exprimées dans les cahiers de doléances ouverts dans des mairies. AFP8 janvier 2019

Et puis ça marche à fond, et aussi, il fallait bien que cela serve à quelqu'un, la preuve.

Où va la CGT ? - "Les contradictions du mouvement, fascisme, racisme, homophobie"

- Les revendications réactionnaires anti-immigrés restent fortes dans le mouvement, on l'a vu avec la polémique complotiste autour du Pacte de Marrakech, et l'extrême-droite est à la manœuvre. D'ailleurs peut-être plus dans les manifestations que sur les ronds-points, mais bel et bien là.

Ces " véritables syndicalistes" sont en réalité des porte-parole de l'ONU et de l'oligarchie...

Le stalinisme ou la promotion de la médiocrité partagée...

La migration, c'est le bonheur ! Qui tient ce discours délirant ? Le Pacte de Marrakech et le Forum économique mondial (Davos).

- L'accord de Marrakech est né à Davos - ruptures-presse.fr le 30 décembre 2018

Le « Pacte global pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » est le fruit de négociations entre près de 190 pays depuis 2013. Rappelant le principe de souveraineté des Etats, le texte se veut « non contraignant ».

Mais derrière l'apparence rassurante se profile un contenu explosif, plus idéologique que juridique. En substance : les migrations sont une composante nécessaire et bienvenue d'une mondialisation heureuse... Et dans la quarantaine de pages du document, il est à peine question des causes qui poussent aux mouvements collectifs de populations : la misère est peu évoquée, les guerres, jamais. A fortiori leurs responsables.

Au contraire, l'introduction affirme d'emblée que « les migrations font partie intégrante de l'histoire humaine et (... sont) source de prospérité, d'innovation, et de développement durable dans notre monde globalisé ». Conséquence : les impacts positifs « doivent être optimisés en améliorant la gouvernance des migrations ».

L'accord prévoit donc de « créer les conditions pour que les migrants enrichissent les sociétés par leurs capacités humaines, économiques et sociales, et de faciliter ainsi leur contribution au développement durable aux niveaux local, national, régional et global ».

Parmi les vingt-trois objectifs énoncés figurent « le renforcement de la disponibilité et de la flexibilité des routes pour les migrations régulières », « l'investissement dans la reconnaissance mutuelle des qualifications et compétences », ainsi que « la promotion des transferts d'argent sûrs et rapides et de l'inclusion financière des migrants ».

« Subventionnement du Nord par le Sud »

L'économiste allemand Norbert Häring s'est attaché à décortiquer le Pacte, ainsi que l'influence de ceux qui ont, très en amont, déterminé son contenu. Il s'appuie notamment sur les analyses d'un des meilleurs spécialistes du sud en matière migratoire, l'économiste Raoul Delgado Wise. Cet universitaire mexicain antilibéral résume ainsi l'une de ses conclusions : « la migration est fondamentalement un subventionnement du Nord par le Sud ».

L'affirmation est fondée sur un constat, confirmé entre autres par une étude de la grande banque américaine Citi, qui se réjouit : « les migrants arrivent avec une éducation et une formation qu'a financées leur pays d'origine ».

Le Pacte évoque peu le problème de la « traite des cerveaux », regrette Norbert Häring. A peine est-il noté que « le départ des jeunes qualifiés a des conséquences importantes tant financières que sociales pour les

pays d'origine ». Pourtant, cette fuite des mieux formés représente entre le cinquième et la moitié des jeunes qualifiés en Afrique et en Amérique centrale. Une saignée d'autant plus dramatique que, par exemple en Afrique sub-saharienne, seulement 4% des jeunes accèdent à l'université.

Plus globalement, l'expert mexicain conclut que « le scénario soi-disant gagnant-gagnant (notamment martelé par la Banque mondiale) ne bénéficie en réalité qu'aux pays d'accueil, et plus précisément aux employeurs dans ceux-ci ». Quant au souhait, exprimé dans le Pacte, de promouvoir une migration sur la seule base volontaire, Raoul Delgado Wise n'y croit pas un instant : « les migrations du Sud vers le Nord sont par essence des migrations forcées par le fossé de niveau de vie ».

Cela ne concerne du reste pas seulement les rapports Nord-Sud. Norbert Häring cite ainsi une étude de la Banque centrale allemande de janvier 2018 pointant en particulier l'arrivée en Allemagne de travailleurs de l'Est de l'UE : « l'immigration nette en provenance des Etats membres a été, ces dernières années, un facteur qui a fortement ralenti la hausse des salaires ».

Brochette de patrons

Ce n'est donc pas un hasard si les idées clé du Pacte migratoire trouvent leur origine dans le cénacle de Davos. Au sein dudit Forum économique mondial, un réseau, nommé Conseil de l'agenda global sur les migrations, est particulièrement actif. Entre 2011 et 2013 en particulier, une brochette de patrons de grandes multinationales et de responsables politiques a élaboré un document très complet qui a largement inspiré les organes des Nations Unies s'occupant des migrations.

Les têtes de chapitres de ce discret document sont édifiantes : « migrants et compétition mondiale pour les talents », « migration et compétitivité », « la migration engendre des opportunités de business », « démographie, migration et business »...

Outre le mantra selon lequel les migrations seraient bonnes pour tout le monde, on y lit notamment que les partis politiques s'opposant à celles-ci représentent un problème pour le monde des affaires ; et que les entrepreneurs ne s'engagent pas assez sur ce terrain, par peur d'impopularité.

Plus important encore : les auteurs soulignent que les migrations ne devraient pas mettre en jeu les rapports entre les individus et les Etats, mais bien entre les individus et les employeurs, par l'intermédiaire des Etats.

L'économiste allemand livre en outre les notes prises lors de la présentation orale de ce document dans le cénacle helvétique. Selon celles-ci, les travailleurs migrants, toutes qualifications confondues, sont devenus des « forces motrices » pour l'économie mondiale. Et les responsables politiques qui promettent de restreindre les migrations constituent « un grave danger pour les entreprises ». D'où la nécessité que ces dernières travaillent main dans la main avec les responsables politiques et les ONG.

Bref, de plus en plus de pays auraient besoin d'une immigration forte pour des raisons démographiques, de forces de travail, mais aussi fiscales et de « diversité ». Par ailleurs, les migrants représentent non seulement de la main d'œuvre, mais potentiellement un marché de consommateurs avec d'« énormes potentialités de business ».

A ce titre, le groupe de Davos considère constituer « un microcosme idéal pour la formation d'une coalition en faveur des migrations ». Et martèle : « le secteur privé a intérêt à attirer les talents du monde entier. Pour leur part, les gouvernements, dans l'intérêt de la compétitivité des entreprises, doivent changer le ton des débats en s'engageant pour les migrations. Pour sa part, la société civile (y compris les syndicats) comme garante de conditions de travail décente, (...) doit se considérer comme partenaire du secteur privé ».

Hôte du sommet de Marrakech, le ministre marocain des Affaires étrangères décrivait récemment les migrations comme des « phénomènes naturels ». Force est de constater que certains entendent bien encourager la « nature »... ruptures-presse.fr le 30 décembre 2018

Quand l'Etat se réduit à un appareil policier...

- Castaner veut la "libération définitive" des ronds-points - L'Express.fr 04.01

- "Gilets jaunes": le gouvernement veut une nouvelle loi "anticasseurs" - AFP 08.01

- Edouard Philippe dégage l'arsenal «ultra-sévérité» - Liberation.fr 08.01

- Gilets jaunes : les mesures d'Edouard Philippe pour mettre un terme aux violences - Le Parisien 07 janvier 2019

Ferme, sur le fond comme sur la forme. Invité sur le plateau du journal de 20 heures de TF1, ce lundi soir, Édouard Philippe a ébauché les mesures du gouvernement pour mettre un terme aux violences commises en marge des manifestations des Gilets jaunes, comme cela a été de nouveau le cas, ce week-end, lors de « l'acte 8 ».

80 000 gendarmes et policiers déployés ce week-end

Le Premier ministre a d'abord affirmé que le gouvernement apporterait une « réponse opérationnelle » aux casseurs. « Ils n'auront pas le dernier mot », a-t-il tonné. Et d'évoquer « une mobilisation considérable des forces de l'ordre », avec « 80 000 » gendarmes et policiers déployés lors du week-end à venir, dont « 5000 » à Paris.

Arguant que « ceux qui profitent des manifestations pour casser changent de méthodes », le locataire de Matignon a demandé à ce que soit opérée « une actualisation du schéma national d'ordre public » afin que les forces de l'ordre, « plus mobiles », « ne soient plus dépassées ». « J'ai demandé aux ministères de l'Intérieur et de la Justice à ce que, de façon systématique, dès que l'on constate des actes délictueux, on procède à des interpellations », a-t-il également appuyé.

Vers un durcissement législatif

Le Premier ministre estime par ailleurs qu'il faut « sanctionner ceux qui veulent enfreindre » le cadre législatif entourant « la liberté de manifester », qu'il faut « préserver ». Une loi devrait donc être adoptée, qui permettra notamment de punir les manifestants n'ayant pas déclaré au préalable leur rassemblement en préfecture.

Cette loi comportera d'autres volets, comme le fait de considérer comme un délit le port d'une cagoule lors d'une manifestation, actuellement sanctionné d'une simple contravention.

Un fichier de casseurs à l'étude ?

Édouard Philippe a aussi laissé entendre qu'un fichier recensant les casseurs pourrait être mis en place afin de les interdire de manifester. Évoquant un « dispositif » à l'étude, le Premier ministre a notamment pris en exemple les mesures adoptées, « dans les années 2000 », afin d'interdire aux « hooligans » de se rendre dans les stades de football, justement basées sur des fichiers de personnes à risque.

« Ce dispositif a bien fonctionné, a-t-il fait valoir. Si on veut défendre la liberté de manifester, il faut faire évoluer notre droit ». Interrogé par Gilles Bouleau sur le calendrier entourant cette nouvelle loi, le chef du gouvernement a assuré qu'elle pourrait être « déposée et discutée à l'Assemblée nationale dès le mois de février ».

Plus de « 1000 condamnations »

Le Premier ministre a enfin donné un bilan des condamnations prononcées en marge des rassemblements de Gilets jaunes jusqu'à présent. « Au total », le gouvernement recense à ce jour « plus de 1000 condamnations » sur « 5600 gardes à vue ».

Édouard Philippe a évoqué plusieurs scènes concrètes ayant marqué l'opinion. Il a ainsi mentionné une interpellation, suivie d'un placement en détention provisoire, pour un homme suspecté d'avoir participé à la tentative de lynchage de policiers à moto, près des Champs-Élysées. Ou encore « 13 personnes identifiées et interpellées », suspectées d'avoir commis des dégradations sur l'Arc de Triomphe. Deux de ces personnes ont été placées en détention provisoire. Le Parisien 07 janvier 2019

La loi destinée aux hooligans qui date de 2010, à l'époque de Sarkozy.

Article 222-14-2 du Code pénal.

Créé par loi n°2010-201 du 2 mars 2010 - art. 1 (V)

Le fait pour une personne de participer sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

A quoi devaient servir les "attentats" et autres "attaques terroristes" commis en France et couverts ou commandés par la DGSJ depuis l'affaire Mehra jusqu'à celui de Strasbourg en passant par Charlie Hebdo ? A renforcer l'arsenal judiciaire liberticide, qui le moment venu servirait à mater l'insurrection des masses. Avez-vous été Charlie par hasard, si oui, bien mal vous en a pris ! Au moins ces attaques ou actes terroristes ont permis de faire passer ces lois comme une lettre à la poste, bravo, avec évidemment les compliments du mouvement ouvrier qui en chœur fut Charlie, vous vous en souvenez, n'est-ce pas ?

- Toulon : un commandant de police filmé en train de frapper deux personnes en marge d'une manifestation de "gilets jaunes" - franceinfo 06.01

- Sur une des vidéos en question, on voit le commandant divisionnaire Didier Andrieux, en tenue mais tête nue, donner plusieurs coups de poing au visage d'un homme plaqué contre un mur, avant que d'autres fonctionnaires ne s'interposent.

Il a été décoré le 1er janvier dernier de la Légion d'honneur.

Le parquet n'envisage pour l'instant pas de saisir l'IGPN. Les policiers auraient agi en état de légitime défense. franceinfo 06.01

J'ai vu les images, elles montraient un manifestant collé contre un mur et entravé, donc dans l'impossibilité de bouger, maintenu par deux policiers tandis qu'un troisième cognait dessus.

LREM : Le parti policier.

- Le fichier recensant les casseurs réclamé par la police est plébiscité par LREM - Le HuffPost 08.01

Stanislas Guerini, nouveau délégué général de La République en marche, a plaidé ce lundi 7 janvier pour la création d'un fichier recensant les casseurs... Le HuffPost 08.01

Ceci explique cela.

Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics.

- Gilets jaunes: «S'il y a un danger, je n'ai aucune difficulté à l'idée d'interdire» une manifestation, affirme Olivier - Dussopt L'Opinion 08.01

- Impôt dès le premier euro: «Cela renforcerait le lien entre le fait d'être contribuable et citoyen», juge Olivier Dussopt - L'Opinion 08.01

Le syndicat jaune... est policier, sans surprise !

Commentant les violences, le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger a appelé à "arrêter d'être naïfs" face à "des gens qui veulent renverser la démocratie".

Le syndicat de police Alliance a de son côté réitéré dimanche sa demande de création d'"un fichier" de manifestants violents.

Le gouvernement n'a pas fermé la porte à une évolution, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Laurent Nuñez évoquant un possible "durcissement de la législation pénale". AFP 7 janvier 2018

- Gilets jaunes: Interpellations après des tentatives de blocage de dépôts pétroliers - Reuters 04.01

Les forces de l'ordre sont intervenues dans la nuit de jeudi à vendredi pour déjouer des tentatives de blocage des deux dépôts pétroliers de l'agglomération toulousaine et ont procédé à cinq interpellations, conformément aux instructions du gouvernement, a annoncé vendredi la préfecture de Haute-Garonne.

Vers 23h, dans la nuit de jeudi à vendredi, entre 50 et 70 "Gilets jaunes" ont allumé un feu de palettes et de pneus sur la voie d'accès au dépôt pétrolier de Lespinasse, au nord de Toulouse, relate la préfecture dans un communiqué.

Ils ont quitté les lieux à l'arrivée des gendarmes et se sont dirigés vers le dépôt de Fondeyre, sur la commune de Toulouse. Aux environs de minuit, ces mêmes individus, aux visages dissimulés, ont mis le feu à des palettes devant le site pétrolier, érigé des barricades et dégradé des clôtures.

"Ils ont violemment pris à partie les policiers arrivés sur place pour rétablir la liberté de circulation et ont été dispersés après l'emploi de gaz lacrymogène", indiquent les services de l'Etat.

L'intervention a donné lieu à l'interpellation de cinq personnes et à leur placement en garde à vue après la découverte "d'armes blanches et de stupéfiants" dans leurs véhicules, précise la préfecture. Reuters 04.01

- Des "gilets jaunes" saisissent le Défenseur des droits pour "atteintes à la liberté" de manifester - franceinfo 05.01

"L'atteinte à la liberté d'aller et venir de l'ensemble de ces personnes parfaitement pacifiques, pour la plupart en mouvement au moment des interpellations, ne fait pas le moindre doute", écrivent les avocats William Bourdon, Vincent Brengarth et Céline Mokrane dans ce courrier envoyé vendredi au Défenseur des droits Jacques Toubon. "Nous nous inquiétons de telles mesures qui (...) semblent poursuivre une finalité dissuasive."

"Un nouveau palier semble désormais avoir été franchi" avec le recours par les autorités à l'infraction de "participation à un attroupement", considéré "comme un délit politique" par la Cour de cassation, rappellent les avocats. Selon eux, "le droit pénal n'a pas à servir d'instrument pour bâillonner ce qui relève de droits démocratiques et en particulier le droit de manifester". franceinfo 05.01

Leur vieux monde : Une poubelle à brûler.

- France. Pollution : le fléau des dépôts sauvages - francetvinfo.fr 06.01

314 000 tonnes de déchets dans la nature. francetvinfo.fr 06.01

- Italie. Rome croule sous les ordures - euronews 6 janvier 2019

Des déchets qui s'accumulent dans la capitale italienne depuis l'incendie qui a ravagé à la mi-décembre le principal incinérateur de la ville. Des sacs poubelles abandonnés dans la rue qui provoquent la colère des riverains. Certains ont même brûlé des dizaines de bennes à ordures : ils ne supportent plus les odeurs pestilentielles. euronews 6 janvier 2019

Ils osent tout.

- Espagne : la droite choque dans un tweet souhaitant la mort du Premier ministre - LeParisien.fr

- GB/Brexit: Les partisans du maintien et d'un second référendum majoritaires - Reuters

- Les Gafa vont-ils payer «leur juste part d'impôt» en France en 2019 ? - Liberation.fr

- Donald Trump répond à une élue démocrate qui promet de "destituer cet enfoiré" - Le HuffPost

- Venezuela: les pays du Groupe de Lima accentuent la pression sur Maduro -

Les pays du Groupe de Lima, à l'exception du Mexique, ont accentué la pression sur Nicolas Maduro, indiquant à l'issue d'une réunion vendredi qu'ils ne reconnaîtraient pas le deuxième mandat du président vénézuélien qui doit débiter le 10 janvier. AFP

- Une vidéo du «New York Times» montre comment l'Europe laisse les migrants mourir en mer - Liberation.fr

- Le drapeau trans a désormais sa place dans les bureaux du Congrès américain - Slate.fr

Venezuela: le Parlement déclare illégitime le nouveau mandat de Maduro - AFP

Le Parlement vénézuélien, contrôlé par l'opposition, a déclaré samedi illégitime le nouveau mandat du président Nicolas Maduro qui doit débiter le 10 janvier, promettant d'encourager un "gouvernement de transition" et des "élections libres". AFP

- Hongrie : menaces de grève générale - euronews

Une nouvelle vague de manifestations en Hongrie... et le ton monte doucement. Désormais les contestataires de la politique du président Viktor Orban menacent d'une grève générale si les dernières lois votées par le parlement ne sont pas abrogées ou modifiées. euronews

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- **Syrie: un accord avec le régime est "inévitable" selon un commandant kurde - AFP 05.01**

Un accord avec le pouvoir en Syrie sur l'avenir de l'administration autonome kurde de régions du nord est "inévitable", a déclaré samedi à l'AFP un haut responsable militaire kurde, en plaidant pour un maintien de ses combattants sur place. AFP 05.01

- **Le conseiller de Trump parle de "conditions" préalables avant le retrait de Syrie - AFP 6 janvier 2019**

Des conditions doivent être réunies avant le retrait des troupes américaines de Syrie, telle que la sécurité de leurs alliés kurdes, a affirmé dimanche John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale du président américain Donald Trump. AFP 6 janvier 2019

- **Trump n'a pas changé de position sur le retrait de Syrie, selon la Maison blanche - Reuters 8 janvier 2019**

Algérie

- L'Algérie accuse des capitales arabes d'infiltrer des terroristes pour déstabiliser le Maghreb - Franceinfo 4 janvier 2019

La décision du gouvernement d'interdire l'accès à l'Algérie aux migrants arabes arrivant par le Niger et le Mali est irrévocable", a déclaré au site algérien en ligne TSA Arabi Hacène Kacimi, le directeur en charge de la migration au ministère de l'Intérieur.

Rappelant que son pays avait accueilli jusqu'à présent plus de 50 000 Syriens pour des raisons humanitaires, le responsable a révélé que l'Algérie faisait face désormais à un nouveau phénomène. L'infiltration de migrants arabes venus de Syrie, du Yémen et de Palestine "par des canaux sous contrôle de groupes armés".

Et "quand certains de ces migrants deviennent un danger pour la stabilité nationale et une menace pour la sécurité, alors l'Algérie doit bouger", a-t-il ajouté.

Selon lui, ces migrants arabes traversent plusieurs pays tels que l'Égypte, la Turquie, le Soudan et la Mauritanie jusqu'au Niger et au Mali sans demander l'asile politique, "alors qu'une personne menacée demande l'asile au premier pays dans lequel il arrive", a-t-il commenté.

Indiquant ne pas vouloir porter d'accusations a priori, Hacène Kacimi a expliqué que son pays était en droit de s'interroger sur le fait de savoir s'il s'agissait véritablement de migrants ou "de terroristes pénétrant en Algérie sous couverture humanitaire". Pour lui, "il y a sûrement des parties occultes qui financent de telles norias terroristes".

Corroborant ces propos, TSA Arabi rapporte également, de source sécuritaire, que "l'armée algérienne est confrontée à un nouveau défi, celui de l'infiltration de terroristes âgés de 20 à 30 ans, la plupart de nationalité syrienne ainsi que quelques éléments yéménites".

Porteurs de faux papiers soudanais, "ces infiltrés viennent de la ville d'Alep, en Syrie, et ils sont poussés par des capitales arabes qui les encouragent à se déployer en Algérie dans le but de la déstabiliser", a précisé cette source, soulignant que ces terroristes syriens transitaient par le Niger depuis que ce pays est devenu un couloir pour les migrants clandestins.

A l'appui de cette thèse, TSA Arabi rappelle l'arraisonnement il y a quinze jours d'un navire chargé de munitions turques, 45 millions de balles pour être précis, au large de la Libye.

Un chiffre "colossal", selon la source de TSA, au regard d'une population de quatre millions de Libyens. "On peut en conclure que cette énorme quantité d'armes n'était pas destinée à la Libye mais à armer les combattants venus de Syrie et d'autres régions", a-t-elle dit.